



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Comptabilité

Problème 1 Comptabilité générale

Durée d'examen 1½ heure

Points 38

Informations générales

Pour la comptabilisation des opérations, il convient d'utiliser exclusivement les numéros de compte de l'extrait du plan comptable à la dernière page. La désignation du compte est facultative et ne sera pas évaluée.

Si aucune écriture n'est nécessaire, indiquez « Aucune écriture ».

Le nombre de lignes ne correspond pas toujours au nombre d'écritures nécessaires.

Les montants doivent être arrondis à des nombres entiers.

Problème 1 : Réserves latentes (10 points)

Complétez la vue d'ensemble des réserves latentes de Quiddelbacher SA sur la base des données suivantes.

Le bouclage interne de Quiddelbacher SA est établi selon le principe de l'image fidèle « true and fair view »; les conséquences fiscales latentes sont ignorées.

- Dans la liste des postes ouverts, les créances résultant de la vente de biens et de prestations de services présentent un solde de CHF 450 000 au 31.12.2021 et de CHF 520 000 au 31.12.2022. La correction de valeur (ducroire) s'établit à 4% de la valeur brute dans le bilan externe et à 2% dans le bilan interne.
- Une fois par an, Quiddelbacher SA reçoit d'un fournisseur une ristourne contractuelle correspondant à 5% du volume d'achat. La ristourne peut être calculée au moment de l'établissement des comptes, mais elle n'est versée/créditée que quelques mois plus tard. Le volume d'achat chez ce fournisseur s'est inscrit à CHF 800 000 en 2021 et à CHF 750 000 en 2022. Dans le bouclage externe, il est renoncé à toute régularisation de cette ristourne. Les « actifs de régularisation » inscrits dans le bouclage externe sont le résultat de l'approche de l'« image fidèle ».
- Dans le bilan externe, les stocks s'élevaient à CHF 320 000 au 31.12.2021 et à CHF 390 000 au 31.12.2022. Dans le bilan externe, l'évaluation a été effectuée 33⅓% en dessous de la valeur d'achat. Dans le bilan interne, il a été procédé à une analyse de rotation des stocks, qui a révélé, pour les deux années, une réduction de valeur de 8% par rapport à la valeur d'achat.
- L'entreprise n'a qu'un seul contrat de leasing pour une machine de moulage sous pression, qui a été acquise le 01.01.2021. Le prix d'achat au comptant de cette machine de moulage sous pression était de CHF 980 000. Dans le bouclage externe, le leasing est traité comme un leasing opérationnel, dans le bouclage interne comme un leasing financier. La machine est amortie sur une période d'utilisation de 10 ans.
- Les provisions pour garanties sont inscrites dans le bouclage externe à hauteur de 2% du chiffre d'affaires de l'exercice, soit le taux maximum fiscalement autorisé. Le chiffre d'affaires s'est élevé à CHF 4 500 000 en 2021 et à CHF 4 200 000 en 2022. En interne, les provisions pour garanties sont pondérées sur une base statistique compte tenu de l'étendue des dommages et de la probabilité de survenance de sinistres. En 2021, l'étendue des dommages s'est établie à CHF 130 000, et en 2022 à CHF 110 000 ; la probabilité de survenance de sinistres était de 60% en 2021 et de 65% en 2022.

Vue d'ensemble des réserves latentes

	31.12. 2021			31.12. 2022			Variation des réserves latentes
Position	Bilan interne	Bilan externe	Réserves latentes	Bilan interne	Bilan externe	Réserves latentes	
Créances résultant de V+P (montant net)	441 000	432 000	9 000	509 600	499 200	10 400	+1 400
Actifs de régularisation	95 000	55 000	40 000	105 500	68 000	37 500	+2 500
Stocks (montant net)	441 600	320 000	121 600	538 200	390 000	148 200	+26 600
Immobilisations corporelles en leasing	882 000	-	14 010	784 000	-	31 000	+16 990
Engagements de leasing	867 990	-		753 000	-		
Provision pour garanties	78 000	90 000	12 000	71 500	84 000	12 500	+500

Calculs (ne comptent pas pour la note) :

Problème 2 : Comptabilité des postes ouverts (7 points)

Comptabilisez les opérations sélectionnées de l'exercice 2022 dans une comptabilité des postes ouverts.

- Le compte stock de marchandises est tenu sans mouvement.
- Les montants s'entendent taxe sur la valeur ajoutée éventuelle incluse.
- La taxe sur la valeur ajoutée (7,7% dans le cas présent) est décomptée de manière effective selon la méthode des taux de la dette fiscale nette.

- Des marchandises ont été vendues sur facture pour un montant de CHF 64 620. A posteriori, des rabais de 8% en moyenne sont octroyés.
- Divers clients ont réglé des factures pour un montant de CHF 56 004 par paiement bancaire. Des déductions d'escompte de CHF 2 154 ont été accordées dans ce cadre.
- Les paiements bancaires de factures de fournisseurs de marchandises se sont élevés à CHF 34 464.
- Les inventaires présentent les valeurs suivantes au 31.12.2022 :
 - Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services CHF 5 385
 - Stock de marchandises CHF 15 000, le stock initial était de CHF 12 000
 - Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services CHF 2 154

	Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1.		Aucune écriture			
2.	1020	Avoirs en banque	3200	Produits des marchandises	50 000
	1020	Avoirs en banque	2200	Impôt sur le chiffre d'affaires	3 850
3.	4200	Charges de marchandises	1020	Avoirs en banque	32 000
	1170	Impôt préalable sur matériel	1020	Avoirs en banque	2 464
4.	1100	Créances V+P	3200	Produits des marchandises	5 000
	1100	Créances V+P	2300	Passifs de régularisation	385
	1200	Stock de marchandises	4200	Charges de marchandises	3 000
	4200	Charges de marchandises	2000	Dettes A+P	2 000
	1300	Actifs de régularisation	2000	Dettes A+P	154

Dans les affirmations suivantes en relation avec la comptabilité des postes ouverts, indiquez si l'affirmation est juste ou fausse (en cochant).

		Juste	Fausse
1)	Pour une indication à court terme de la marche des affaires, les factures ouvertes doivent être prises en compte et les stocks, inventoriés.	X	
2)	Le travail comptable est important, car la comptabilisation n'est effectuée qu'avec les flux de factures.		X
3)	Le suivi des échéances des factures se fait dans le système.		X
4)	La comptabilité des postes ouverts correspond à la comptabilité simplifiée (« carnet du lait ») selon l'art. 957, al. 2 CO.		X

Problème 3 : Conséquences comptables en cas de difficultés d'approvisionnement (8 points)

L'entreprise familiale N-Ring SA est un sous-traitant automobile pour différentes pièces automobiles, comme les unités de commande, les capteurs et les faisceaux de câbles. N-Ring SA approvisionne directement les usines des grands constructeurs automobiles. N-Ring SA rencontre de gros problèmes d'approvisionnement de matériaux et de composants, les chaînes d'approvisionnement mondiales étant à l'arrêt en raison de différentes difficultés tels que le Covid-19, des fermetures de ports, des conflits et des catastrophes naturelles.

Le département financier de N-Ring SA est lui aussi touché par cette situation difficile. Le responsable financier Manuel Manthey a donc besoin de votre aide pour la représentation comptable de certaines opérations. Il n'est pas sûr de savoir comment comptabiliser certaines opérations dans le bouclage annuel 2022.

Procédez aux calculs requis et comptabilisez les opérations mentionnées. La taxe sur la valeur ajoutée peut être ignorée dans ce problème.

3.1 Prétentions en dommages-intérêts

Au cours des mois de mars à juin 2022, N-Ring SA n'a pas été en mesure de produire des faisceaux de câbles, n'ayant pas reçu le cuivre nécessaire. À partir de juillet 2022, la production a pu de nouveau être poursuivie normalement. En raison d'une rupture de stock de faisceaux de câbles, l'usine du client H-Auto SA a dû fermer de mai à juin 2022, car il lui était impossible de produire des véhicules sans faisceaux de câbles.

H-Auto SA réclame à présent des dommages-intérêts à N-Ring SA pour la perte de gain, l'atteinte à la réputation, etc. pour un montant de CHF 900 000. En cas de retards de livraison, N-Ring SA et H-Auto SA ont convenu d'une pénalité conventionnelle de maximum CHF 500 000. Les avocats de N-Ring SA ne voient dès lors aucune raison de verser un montant supérieur de dommages-intérêts.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
3899	Autres déductions sur ventes	2330	Provisions à court terme	500 000

3.2 Fournisseurs alternatifs

En raison de fermetures du port de Shanghai, certaines puces n'ont pas pu être livrées en 2022. N-Ring SA a donc acheté des puces auprès d'une source d'approvisionnement alternative aux États-Unis. La valeur d'acquisition par puce est toutefois deux fois plus élevée que d'habitude et s'élève à CHF 160, frais de transport et frais accessoires d'approvisionnement inclus.

En fin d'année, le stock contient encore 6 000 puces évaluées à la valeur d'acquisition initiale (160). Les puces sont comptabilisées comme un produit commercial pur et vendues au prix unitaire de CHF 150 (prix actuel du marché). Les réductions sur vente ainsi que les charges de vente et les charges d'administration encore à courir s'élèvent à 15% du prix actuel du marché.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
4200	Charges de marchandises	1299	Corrections de la valeur des stocks	195 000

3.3 Avance

En décembre 2022, une procédure de faillite a été ouverte à l'encontre de la société allemande Bauteile Sàrl, qui fournit des matières premières pour la production. N-Ring SA a déjà payé une avance de CHF 150 000, mais n'a pas reçu les matières premières achetées. L'avance n'est plus jugée recouvrable.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
4000	Charges de matières	1290	Acomptes versés stocks	150 000

3.4 Réduction de l'horaire de travail

Pour les mois de novembre et décembre 2022, N-Ring SA a calculé des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail pour un montant de CHF 89 000 ; ces indemnités ne lui ont toutefois pas encore été versées à la fin de l'année.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1300	Actifs de régularisation	5000	Charges de salaires	89 000

3.5 Prétentions en dommages-intérêts

Comme les retards de livraison ont souvent été la conséquence de l'incapacité de sous-traitants de N-Ring SA à assurer l'approvisionnement, Manuel Manthey a poursuivi le sous-traitant Schmitz Sàrl en dommages-intérêts pour un montant de CHF 1 300 000. Le contrat conclu avec ce fournisseur ne contient aucune disposition concernant les retards de livraison. Bien que la procédure ait à peine débuté au tribunal, Manuel Manthey aimerait comptabiliser une créance prudemment évaluée à CHF 400 000.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
	Aucune écriture			

Justifiez brièvement votre décision / votre raisonnement par rapport à la situation décrite sous 3.5 :

Il s'agit ici d'une créance éventuelle, qui ne peut pas être comptabilisée en raison du principe de réalisation et du principe de précaution.

3.6 Vente d'une machine

En raison d'un changement chez un fournisseur, une machine ne peut plus être utilisée pour la production. La machine est dès lors vendue comme ferraille pour un montant au comptant de CHF 1 000 peu avant la fin de l'année. La valeur comptable s'élève à CHF 9 000, la valeur d'acquisition de CHF 48 000 ayant fait l'objet d'un amortissement indirect.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1000	Caisse	1500	Machines et mobilier	1 000
1509	Correction de la valeur des machines et du mobilier	1500	Machines et mobilier	39 000
8504	Perte extraordinaire sur aliénation d'immob. corp.	1500	Machines et mobilier	8 000

Problème 4 : Fondation d'une société (7 points)

Durant ses loisirs, Armin Aremberg travaille sur un système de freinage pour véhicules capable de convertir la chaleur générée au freinage en énergie. Après de longues années de recherche, il est parvenu à présent à construire un prototype qui fonctionne.

Armin Aremberg a maintenant l'intention d'amener le projet à maturité avec le concours de ses deux amis fortunés, Bastian Baur et Charles Clerc, afin de pouvoir en lancer la production. À cette fin, les trois amis fondent la société EnergieBremsen SA, dont le siège est à Bottighofen (TG).

Les trois fondateurs conviennent des modalités suivantes :

- 1) Le capital-actions d'EnergieBremsen SA s'élève à CHF 1 200 000 et est divisé en 120 000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 10 par action.
- 2) Charles Clerc souscrit 40 000 actions nominatives. Il libère ces actions à 150% en apportant un bâtiment de production. Ce bâtiment a une valeur vénale de CHF 1 100 000. Le bâtiment est encore grevé d'une hypothèque de CHF 500 000. Cette hypothèque est reprise par EnergieBremsen SA. Si la libération génère une dette de Charles Clerc, il remboursera cette dette par virement bancaire. Si le solde est positif, ce montant sera inscrit dans les comptes en tant que prêt d'actionnaire à long terme de Charles Clerc.
- 3) Bastian Baur souscrit 50 000 actions nominatives, qu'il libère à 150% par virement bancaire.
- 4) Armin Aremberg souscrit 30 000 actions nominatives, qu'il libère à 100% par virement bancaire. L'apport de son invention est indemnisé comme suit : d'une part, par la libération à 100% (au lieu de 150%), de l'autre, Armin Aremberg obtient le droit, dans le cas d'une augmentation de capital éventuelle, de souscrire en outre un nombre d'actions trois fois supérieur aux autres actionnaires.

4.1 Comptabilisation

Comptabilisez la fondation d'EnergieBremsen SA.

Pour les écritures comptables de fondation, utilisez le compte 1145 Créances envers des actionnaires et comptabilisez les opérations séparément pour chaque fondateur.

Écritures comptables part d'actions Charles Clerc :

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1145	Créances envers des actionnaires	2800	Capital-actions	400 000
1145	Créances envers des actionnaires	2900	Réserve légale issue du capital	200 000
1600	Immeubles	1145	Créances envers des actionnaires	1 100 000
1145	Créances envers des actionnaires	2455	Hypothèques	500 000

Écritures comptables part d'actions Bastian Baur :

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1145	Créances envers des actionnaires	2800	Capital-actions	500 000
1145	Créances envers des actionnaires	2900	Réserve légale issue du capital	250 000
1020	Avoirs en banque	1145	Créances envers des actionnaires	750 000

Écritures comptables part d'actions Armin Aremborg :

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1145	Créances envers des actionnaires	2800	Capital-actions	300 000
1020	Avoirs en banque	1145	Créances envers des actionnaires	300 000

4.2 Questions relatives à la fondation

Veuillez répondre aux questions suivantes :

Question	Réponse
Comment s'appelle ce type de fondation ?	Fondation qualifiée ou constitution par apports en nature
Pour formuler autrement un avantage à la fondation, une variante est envisagée, où le fondateur Aremborg n'aurait à payer que 60% de la valeur nominale par action en cas d'augmentation de capital dans le futur. Cette variante serait-elle possible ? Justifiez votre réponse en faisant référence à l'article de loi.	Non, car elle contrevient à l'art. 624, al. 1 CO, interdiction d'émission sous le pair.
Quel doit être le capital-actions libéré minimum lors de la fondation d'une société anonyme ? Justifiez votre réponse en faisant référence à l'article de loi.	CHF 50 000 selon l'art. 632, al. 2 CO

Problème 5 : Annexe (6 points)

Dans les situations suivantes, indiquez si l'élément évoqué doit être ou non obligatoirement inscrit dans l'annexe aux comptes annuels (en cochant).

		Oui	Non
1)	L'entreprise a convenu par contrat d'une obligation d'achat avec son fournisseur pour les 2 prochaines années.		X
2)	L'entreprise s'est portée caution au bénéfice de la banque prêteuse d'un de ses clients.	X	
3)	Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de verser un dividende à partir des réserves issues d'apports en capital.		X
4)	L'entreprise a octroyé au conseil d'administration des options sur les actions de la société qui ne peuvent être exercées que dans 7 ans.	X	

Dans les situations suivantes concernant Racetec Maschinenbau SA, déterminez si les événements postérieurs à la date du bilan doivent être inscrits au bilan et au compte de résultats et/ou présentés dans l'annexe et/ou tout simplement ignorés (en cochant). Justifiez votre décision. Les comptes annuels 2022 ont été approuvés lors de la séance du conseil d'administration du 15 février 2023.

1) Le 26 janvier 2023, des défauts importants ont été découverts sur toutes les machines livrées en décembre 2022.		
Inscription au	Bilan et compte de résultats	X
	Annexe	<input type="checkbox"/>
	Ignoré	<input type="checkbox"/>
Justification	La cause des défauts est apparue dès 2022. Le défaut a été constaté avant l'approbation du bouclage.	

2) Pour une machine construite et livrée en octobre 2022, nous recevons une liste de défauts anormalement longue en date du 25 février 2023.

Inscription au	Bilan et compte de résultats	<input type="checkbox"/>
	Annexe	<input type="checkbox"/>
	Ignoré	X
Justification	Ne peut plus être pris en compte dans le boucllement, car le fait est survenu après l'approbation par le conseil d'administration.	

3) Le 10 février 2023, une guerre se déclare dans un pays où l'entreprise possède une unité de production (établissement stable), et l'usine a dû être fermée en raison du conflit.

Inscription au	Bilan et compte de résultats	<input type="checkbox"/>
	Annexe	X
	Ignoré	<input type="checkbox"/>
Justification	L'événement a lieu durant le nouvel exercice et n'a aucun rapport avec l'année 2022. Comme l'événement a un impact considérable pour l'entreprise et que sa non-divulgaration pourrait nuire à l'évaluation fiable de la situation économique de l'entreprise, il doit être fait mention dans l'annexe.	

4) Le 15 janvier 2023, l'entreprise a perdu l'un de ses principaux clients, qui représentait jusqu'à présent environ 40% du chiffre d'affaires total.

Inscription au	Bilan et compte de résultats	<input type="checkbox"/>
	Annexe	X
	Ignoré	<input type="checkbox"/>
Justification	L'événement a lieu durant le nouvel exercice et n'a aucun rapport avec l'année 2022. Comme l'événement a un impact considérable pour l'entreprise et que sa non-divulgaration pourrait nuire à l'évaluation fiable de la situation économique de l'entreprise, il doit être fait mention dans l'annexe.	

Annexe 1 : Extrait du plan comptable

Bilan

1000 Caisse	2000 Dettes A+P
1020 Avoirs en banque	2030 Acomptes reçus
1060 Titres	2120 Engagements de leasing à court terme
1069 Correction de la valeur des titres	2140 Dettes à court terme envers des tiers
1091 Compte d'attente pour salaires	2200 TVA due
1100 Créances V+P	2201 Décompte TVA
1109 Correction de la valeur des créances L+P	2206 Impôt anticipé à payer
1140 Créances envers des tiers	2261 Dividendes à payer
1145 Créances envers des actionnaires	2270 Assurances sociales et institutions de prévoyance
1170 Impôt préalable sur matériel, march., prestations	2290 Autres dettes à court terme
1171 Impôt préalable Investissements, autres charges	2300 Passifs de régularisation
1176 Impôt anticipé à récupérer	2330 Provisions à court terme
1200 Stocks de marchandises	2455 Hypothèques
1210 Stocks de matières premières	2480 Prêts d'actionnaires
1260 Stocks de produits finis	2600 Provisions à long terme
1290 Acomptes versés stocks	2800 Capital-actions
1299 Corrections de la valeur des stocks	2900 Réserve légale issue du capital
1300 Actifs de régularisation	2950 Réserve légale issue du bénéfice
1480 Participations	2960 Réserves facultatives issues du bénéfice
1489 Correction de la valeur des participations	2970 Bénéfice reporté
1500 Machines et mobilier	2980 Propres actions
1509 Correction de la valeur des machines et du mobilier	
1530 Véhicules	
1539 Correction de la valeur des véhicules	
1600 Immeubles	
1609 Correction de la valeur des immeubles	
1700 Immobilisations incorporelles	
1709 Correction de la valeur des immob. incorporelles	

Compte de résultats

3000 Vente de produits fabriqués	6000 Charges de locaux
3200 Produits des marchandises	6100 Charges d'entretien et de réparations
3700 Prestations propres	6200 Charges de véhicules
3805 Pertes sur créances V+P, variation du croire	6270 Part privée aux charges de véhicules
3806 Différences de cours sur ventes	6300 Charges d'assurances choses
3820 Variation de la provision pour garanties	6400 Charges d'énergie et d'évacuation des déchets
3899 Autres déductions sur ventes	6600 Charges de publicité
3910 Variation des stocks de produits finis	6800 Amortissements / corr. de la valeur des immob. corp.
4000 Charges de matières	6900 Charges d'intérêts
4200 Charges de marchandises	6940 Frais bancaires
4700 Frais d'achats	6942 Pertes de cours réalisées sur titres
4880 Pertes de matières	6943 Pertes de cours non réalisées sur titres
4900 Escomptes et rabais	6950 Produits des intérêts
4906 Différences de cours sur achats	6952 Dividendes et produits des intérêts sur titres
5000 Charges de salaires	6992 Gains de cours réalisés sur titres
5700 Charges sociales	6993 Gains de cours non réalisés sur titres
5900 Prestations de tiers	8504 Perte extraordinaire sur aliénation d'immob. corp.
	8514 Bénéfice extraordinaire sur aliénation d'immob. corp.
	8900 Impôts directs



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Comptabilité

Problème 2 Calcul des coûts
 Calcul

Durée d'examen 1 ½ heure

Points 38

Solution 1 : Calcul des coûts standard (29 points)

a) Décompte d'exploitation 20_2 en milliers de CHF

10 Délimitation matérielle déductions sur ventes	
	Comptabilisés
3800 Déductions sur ventes	420
93800 Déductions sur ventes calc.	-424
Solde	-4

20 Centre de coûts Mécanique		
	Comptabilisés	Budget flexible
5000 Charges de personnel	585	583
6800 Coûts d'amortissement	690	686
6700 Autres frais généraux	425	420
Frais généraux totaux	1 700	1 689
90090 Crédit de prestation variable	-609	
90091 Crédit de prestation fixe	-1 218	
Écart de couverture	-127	

30 Centre de coûts Électrique		
	Comptabilisés	Budget
5000 Charges de personnel	530	500
6800 Coûts d'amortissement	354	350
6700 Autres frais généraux	296	290
Frais généraux totaux	1 180	1 140
90090 Crédit de prestation variable	-412	
90091 Crédit de prestation fixe	-824	
Écart de couverture	-56	

50 Centres de coûts Administration/distribution		
	Comptabilisés	Budget
5000 Charges de personnel	578	570
6800 Coûts d'amortissement	117	110
6700 Autres frais généraux	325	320
Frais généraux totaux	1 020	1 000
--	-	
90091 Crédit de prestation fixe	-1 088	
Écart de couverture	-68	

100 Robots aspirateurs en cours	
4000 Matières premières Mécanique	530
4005 Matières premières Électrique	620
90020 FG variables Mécanique	276
90021 FG fixes Mécanique	552
90030 FG variables Électrique	88
90031 FG fixes Électrique	176
3900 Variations des stocks variables	7
3901 Variations des stocks fixes	-12
90000 Coûts de fabrication variables Vente	-1 496
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	-704
Solde	37

200 Aspirateurs en cours	
4000 Matières premières Mécanique	1 506
4005 Matières premières Électrique	862
90020 FG variables Mécanique	333
90021 FG fixes Mécanique	666
90030 FG variables Électrique	324
90031 FG fixes Électrique	648
3900 Variations des stocks variables	-
3901 Variations des stocks fixes	-
90000 Coûts de fabrication variables Vente	-3 024
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	-1 296
Solde	19

120 Robots aspirateurs vendus	
3000 Revenus de la production	-3 080
93800 Déductions sur ventes calc.	154
90000 Coûts de fabrication variables Vente	1 496
Marge contributive standard	-1 430
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	704
90050 FG fixes Administration/distribution	440
Résultat standard	-286

220 Aspirateurs vendus	
3000 Revenus de la production	-5 400
93800 Déductions sur ventes calc.	270
90000 Coûts de fabrication variables Vente	3 024
Marge contributive standard	-2 106
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	1 296
90050 FG fixes Administration/distribution	648
Résultat standard	-162

b) Analysez l'écart de production sur les robots aspirateurs finis en milliers de CHF.

	Robots aspirateurs finis		
	Comptabilisés en KCHF	Standard en KCHF	Écart en KCHF
Matières premières Mécanique	536	528	8
Matières premières Électrique	627	616	11
FG variables Mécanique	270	264	6
FG variables Électrique	88	88	0
CF variables Vente	1 521	1 496	25
FG fixes Mécanique	540	528	12
FG fixes Électrique	176	176	0
Coûts de fabrication	2 237	2 200	37

c) Comptabilisez les opérations sélectionnées sur la base du décompte d'exploitation.

		Compte D	Objet	Compte C	Objet	Montant en KCHF
1	Pour la fabrication de robots aspirateurs, le centre de coûts <i>Mécanique</i> achète des matières premières pour KCHF 52 du stock de matières Mécanique.	4 000	100	1 220		52
2	Les amortissements indirects du centre de coûts <i>Électrique</i> de KCHF 354 sont comptabilisés.	6 800	30	1 509		354
3	200 robots aspirateurs sont vendus. La vente doit être comptabilisée dans l'ordre suivant : facturation, déductions sur ventes, coûts de fabrication des ventes et frais généraux d'administration et de distribution	1 100 93 800 90 000 90 001 90 050	 120 120 120 120	3 000 93 800 90 000 90 001 90 091	 120 10 100 100 50	140 7 68 32 20
4	Le centre de coûts <i>Mécanique</i> rapporte 400 heures pour la production de robots aspirateurs.	90 020 90 021	100 100	90 090 90 091	20 20	12 24

d) Calculez le degré de productivité du centre de coûts *Électrique* à une décimale près.

Degré de productivité	<u>Heures standard</u> Heures effectives	<u>20 600 h</u> 20 700 h	99,5%
------------------------------	---	-----------------------------	--------------

e) Affirmations

N°	Affirmation	Juste	Justification en cas de déclaration fausse
1	Un taux d'occupation de 95% peut être dû au fait que les collaborateurs(trices) ont travaillé plus lentement que la normale.	<input type="checkbox"/>	Au contraire, il faudrait alors qu'ils(elles) travaillent plus longtemps, et le taux d'occupation serait supérieur à 100%.
2	Si des coûts sont imputés à un centre de coûts sur la base d'heures standard, le degré de productivité est généralement plus faible.	<input type="checkbox"/>	Le degré de productivité reste inchangé.
3	Une sur-couverture sur un centre de coûts signifie généralement que les collaborateurs(trices) ont travaillé plus vite que la normale.	<input type="checkbox"/>	Le fait que les collaborateurs(trices) travaillent plus rapidement entraîne des sous-couvertures, car moins d'heures sont imputées que prévu.
4	Un taux d'occupation supérieur à 100% indique que la quantité de produits effectivement fabriqués est supérieure à celle prévue.	<input type="checkbox"/>	Il montre simplement que les collaborateurs(trices) ont travaillé plus longtemps que prévu.

Solution 2 : calcul avec coûts partiels (5 points)

a) Marges de la marge contributive

	Robot aspirateur		Aspirateur	
Recettes des ventes nettes	665	100,0%	475	100,0%
./. Coûts variables	-340	-51,1%	-280	-58,9%
= Marge contributive	325	48,9%	195	41,1%

b) Seuil de rentabilité

Coûts fixes		2 840 000
./. Marges contributives aspirateurs	10 000 aspirateurs* Fr. 195.-/unité	-1 950 000
= À couvrir par les robots aspirateurs		890 000

Break even	<u>Coûts fixes résiduels</u> MC par unité	<u>890 000</u> 325	2 738.46 2 739 unités
------------	--	-----------------------	--

c) Marge bénéficiaire

Chiffre d'affaires pour objectif de bénéfice relatif	<u>Coûts fixes</u> MC	<u>2 000 000</u> 42,9%	CHF 4 662 005 CHF 4 662 315
--	--------------------------	---------------------------	---------------------------------------

d) Prix plancher

Coûts variables aspirateurs à batterie		CHF 330.-
+ Coûts d'opportunité	195 MC class. : 2,5 h • 3,0 h	CHF 234.-
= Coûts marginaux / prix plancher		CHF 564.-

Problème 3 : Calcul des coûts unitaires (4 points)

	Coûts unitaires pour		
	200 unités	1 000 unités	5 000 unités
Coûts des matières premières par unité	120.00	115.00	115.00
Frais de traitement variables par unité	45.00	45.00	45.00
Frais de traitement fixes	80.00	18.00	4.00
Coûts de construction et de programmation	40.00	8.00	1.60
Coûts de fabrication	285.00	186.00	165.60
Frais généraux et emballage par unité	22.00	20.00	20.00
Prix de revient	307.00	206.00	185.60



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Comptabilité

Problème 3 Tableau de flux de trésorerie
 Ratios
 Calcul d'investissement
 Planification financière

Durée d'examen 1 ½ heure

Points 38

Solution 1 : Tableau de flux de trésorerie (13 points)

Bilans de clôture

	20_3	20_4		20_3	20_4
Liquidités	9	16	Dettes A+P	50	60
Créances V+P (clients)	70	64	Passifs de régularisation (intérêts)	3	2
Stock de marchandises	40	45	Dettes à long terme	80	62
Actifs de régularisation (loyer)	1	2	Provisions à long terme	5	8
Immobilisations corporelles	280	320	Capital-actions	120	140
./. Correction de valeur des immobilisations corporelles	-120	-144	Réserve légale issue du capital	10	14
Immobilisations financières à long terme	40	43	Réserve légale issue du bénéfice	35	37
			Bénéfice reporté	5	8
			Bénéfice	12	15
	320	346		320	346

Tableau des flux de trésorerie 20_4

Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation		
Versements de clients	656	
./. Paiements aux fournisseurs de marchandises	-401	
./. Paiements du loyer	-51	
./. Versements pour intérêts	-5	
./. Versements pour d'autres charges d'exploitation	-156	
./. Utilisation des provisions	-2	
+ Dividendes perçus	4	45
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement		
./. Dépenses pour l'achat d'immobilisations corporelles	-49	
+ Recettes de la vente d'immobilisations corporelles	13	
./. Dépenses pour l'achat d'immobilisations financières	-1	-37
Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement		
+ Recettes générées par une augmentation de capital	24	
./. Remboursement des dettes à long terme	-18	
./. Distribution des bénéfices	-7	-1
= Augmentation des liquidités		7

Compte de résultat 20_4

Produits des marchandises	650
./. Charges de marchandises	-400
./. Charges locatives	-50
./. Charges d'amortissement	-30
./. Charges d'intérêts	-4
./. Autres charges d'exploitation	-160
+ Plus-value de cession d'immobilisations corporelles	3
+ Produits des immobilisations financières	6
= Bénéfice	15

Flux de trésorerie provenant de l'activité commerciale 20_4 (indirect)

Bénéfice	15
+ Charges d'amortissement	30
+ Hausse des provisions	3
+ Baisse des créances L+P	6
./. Hausse du stock marchandises	-5
+ Augmentation des dettes L+P	3
./. Hausse des actifs de régularisation	-1
./. Diminution des PR	-1
./. Plus-value de cession d'immobilisations corporelles	-3
./. Gain de cours immobilisations financières	-2
= Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation	45

Solution 2 : Ratios (9 points)

a)

Ratios	Calcul	Résultat	Covenant respecté ?	
			Oui	Non
Délai moyen de paiement clients	$\frac{360 \text{ jours} * 80}{720}$	40 jours	x	
Marge EBITDA	$\frac{60}{720}$	8%	x	
Ratio de financement propre	$\frac{200}{350}$	57%	x	
Ratio de liquidités 2	$\frac{100}{50}$	200%	x	
Facteur d'endettement	$\frac{50}{30}$	2	x	
Facteur de couverture des intérêts	$\frac{35}{5}$	7		x

b)

Mesures	Délai de paiement clients	Marge EBITDA	Ratio de financement propre	Ratio de liquidités 2	Facteur d'endettement	Facteur de couverture des intérêts
Augmenter les amortissements	0	0	-	0	0	0
Réduire la distribution des bénéfices (en espèces)	0	0	+	+	+	0
Remboursement des engagements financiers, ce qui entraîne en même temps une réduction des charges d'intérêts (= dépenses d'intérêts)	0	0	+	-	+	+

Solution 3 : Calcul d'investissement (8 points)

a)

	Investissement X		Investissement Y	
Cash-flow	$6\,000 : 3$	2 000	$6\,000 : 3$	2 000
./. Amortissements	$4\,200 : 3$	-1 400	$4\,200 : 3$	-1 400
./. Intérêts calculés	$2\,100 * 10\%$	-210	$2\,100 * 10\%$	-210
= Bénéfice		390		390

Selon la méthode statique de comparaison des bénéfices, les deux investissements sont aussi avantageux l'un que l'autre. Le cash-flow, qui varie dans le temps, n'a aucune influence sur les considérations statiques.

b) L'argent sera probablement récupéré dès la deuxième année pour le projet d'investissement X et seulement la troisième année pour le projet d'investissement Y, raison pour laquelle l'investissement X est à privilégier.

c)

	Investissement X		Investissement Y	
Cash-flow année 1	$3\,000 * 0,909$	2 727	$1\,000 * 0,909$	909
+ Cash-flow année 2	$2\,000 * 0,826$	1 652	$2\,000 * 0,826$	1 652
+ Cash-flow année 3	$1\,000 * 0,751$	751	$3\,000 * 0,751$	2 253
./. Capitaux engagés		-4 200		-4 200
= VAN		930		614



Investissement X



Investissement Y

Suite de la solution 3

d)

Calcul approximatif (facultatif, différentes approches sont possibles)

Facteur d'actualisation d'une annuité	<u>Capitaux engagés</u> Ø Cash-flow	$\frac{4\,200}{2\,000}$	2,100
---------------------------------------	--	-------------------------	--------------

D'après le tableau des facteurs d'actualisation d'une annuité, un taux d'intérêt de 20% donne une durée d'utilisation de 3 ans et un facteur d'actualisation d'une annuité de 2,100. Comme le cash-flow est plus faible au départ, le taux de rendement interne est plus bas.

Essai avec 17%

Valeur actuelle cash-flow année 1	$1\,000 * 0,855$	855
+ Valeur actuelle cash-flow année 2	$2\,000 * 0,731$	1 462
+ Valeur actuelle cash-flow année 3	$3\,000 * 0,624$	1 872
./. Capitaux engagés		-4 200
= VAN		-11

Essai avec 16%

Valeur actuelle cash-flow année 1	$1\,000 * 0,862$	862
+ Valeur actuelle cash-flow année 2	$2\,000 * 0,743$	1 486
+ Valeur actuelle cash-flow année 3	$3\,000 * 0,641$	1 923
./. Capitaux engagés		-4 200
= VAN		71

Le taux d'intérêt interne est de (presque) **17%**.

e)

VAN supplémentaire requise	$930 - 614$	316
Augmentation du cash-flow nominal	$316 : 0,751$	421
Cash-flow nominal année 3	$3\,000 + 421$	3 421

Solution 4 : Planification financière (8 points)

	Question	Réponse
a	Réserve issue du capital dans le bilan prévisionnel de fin 20_3	60
b	Versements de clients selon le tableau de flux de trésorerie prévisionnel 20_3	3 940
c	Correction de valeur des immobilisations corporelles dans le bilan prévisionnel de fin 20_2	356
d	Valeur d'acquisition des immobilisations corporelles dans le bilan prévisionnel de fin 20_3	940
e	Paiements aux fournisseurs de marchandises selon le tableau des flux de trésorerie prévisionnel 20_2	2 519
f	Charges d'intérêts selon le compte de résultat prévisionnel 20_2	20
g	Passifs de régularisation pour intérêts dans le bilan prévisionnel de fin 20_3	4
h	Distribution des bénéfices selon le tableau des flux de trésorerie prévisionnel 20_3	46



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Problème 4 Opération à terme sur devises
Leasing financier
Transformation
Contrats à long terme
Immobilisations corporelles

Durée d'examen 1 heure

Points 24

Problème 1 : Opération à terme sur devises (4 points)

a)

☒ Achat à terme

☐ Vente à terme

b) $\text{EUR } 400\,000 * \text{EUR } 1.016/\text{CHF} = \text{CHF } 406\,400$

c)

#	Affirmation	Juste	Fausse
1	Une opération à terme sur devises impose d'acheter ou de vendre une devise étrangère à un moment défini dans le futur.	x	
2	Le paiement d'une opération à terme sur devises s'effectue à la conclusion du contrat.		x
3	Selon la monnaie, le cours à terme de la devise est identique, supérieur ou inférieur au cours au comptant.	x	
4	Le cours à terme d'une monnaie affichant un niveau de taux d'intérêt supérieur à celui du franc suisse est toujours inférieur à son cours spot.	x	

Problème 2 : Leasing financier (5 points)

a)

Annuité	$\frac{\text{Prix d'achat au comptant}}{\text{Facteur d'actualisation d'une annuité}}$	$\frac{200}{3,993}$	50
---------	--	---------------------	----

b)

Écritures comptables en début de contrat

Débit	Crédit	Montant
Immobilisations corporelles en leasing	Engagements de leasing	200

Écritures comptables à la fin de la 3^e année

Débit	Crédit	Montant
Charges d'intérêts	Avoirs en banque	*12 10
Engagements de leasing	Avoirs en banque	*30 40
Amortissements	Correction de valeur immobilisations corporelles en leasing	40

* avec une annuité de 42

Problème 3 : Transformation (5 points)

a)

Bilan de la société anonyme

Avoirs en banque	41	Dettes A+P	15
Créances V+P	30	Autres capitaux étrangers à court terme	5
Stocks	8	Prêt aux actionnaires	3
Immobilisations corporelles	50	Capital-actions	100
		Réserves issues d'apports en capitaux	6
	129		129

b) Le transfert des réserves latentes de 12 à la société anonyme est exonéré d'impôt (avec un délai de blocage de 5 ans).

Les réserves latentes de 3 sur les titres transférés à la fortune privée doivent être imposées à titre privé chez Luca Huber.

Problème 4 : Contrats à long terme selon les Swiss GAAP RPC (7 points)

a)

#	Affirmation	Juste	Fausse
1	Si les conditions d'application de la méthode POCM ne sont pas remplies, les montants seront portés au bilan selon la méthode CC.	x	
2	Les méthodes POCM et CC se distinguent surtout par la façon dont les bénéfices liés au contrat sont affectés aux différentes périodes.	x	
3	Si des pertes sont enregistrées durant un contrat à long terme, celles-ci doivent être réparties proportionnellement sur les périodes restantes.		x
4	Si les acomptes versés sont assortis d'un droit de remboursement, il convient de le noter dans une avant-colonne au niveau des stocks.		x

b)

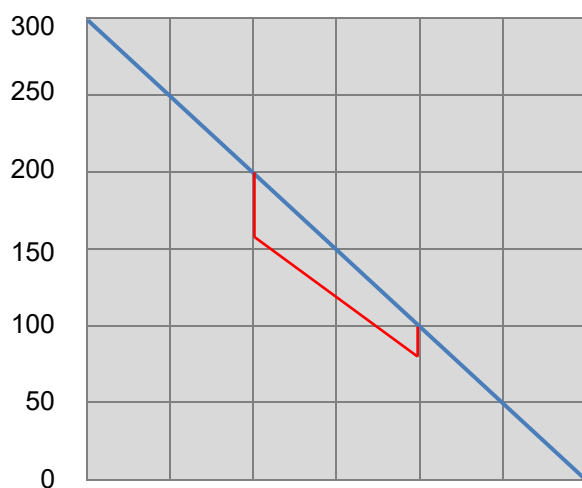
Degré d'avancement cumulé	25%	55%	90%
Chiffre d'affaires de l'exercice	125	150	175
Chiffres d'affaires cumulés	125	275	450
Résultat des contrats durant l'exercice en cours	35	20	35
Contrats à long terme selon le bilan de fin d'année	125	275	450

c) 220

Problème 5 : Immobilisations corporelles selon les Swiss GAAP RPC (3 points)

Année	Amortissements	Dépréciation d'actifs	Valeur comptable
20_1	50		250
20_2	50	40	160
20_3	40		120
20_4	40	-20	100
20_5	50		50
20_6	50		0

Graphique d'aide pour vos propres calculs (ne compte pas pour la note).





Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Comptabilité

Problème 5 Consolidation
 Impôts latents

Durée d'examen 1 ½ heure

Points 38

Solution 1 : Tableau des capitaux propres (4 points)

Tableau des capitaux propres 20_7

	Capital- actions	Réserves issues du capital	Réserves issues du bénéfice	Total actionnaires holding	Parts des intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
État initial	400	70	130	600	60	660
+ Augmentation du capital- actions	100	40		140	6	146
./. Distribution des bénéfices			-50	-50	-4	-54
+ Bénéfice			85	85	15	100
= État final	500	110	165	775	77	852

Désignations correctes, dividendes au lieu de distribution deS bénéfices, résultat au lieu de bénéfice
Augmentation du CA uniquement Augmentation serait erronée !

Solution 2 : Bilan commercial 1 et bilan commercial 2 (8 points)

Tableau d'ajustement de F au 31.12. 20_4

Bilan	CA 1		Ajustement		CA 2	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Actifs divers	264				264	
Stock de marchandises	74		35 · 5	3	111	
Immobilier	400		350		750	
./. Ajustement de la valeur des immeubles		140	100	45 · 15		100
Brevet			120		120	
./. Amortissement du brevet				36 · 12		48
Capitaux étrangers		181				181
Capital-actions		200				200
Réserve légale issue du capital		7		7		
Réserve légale issue du bénéfice		48		30 · 18		
Réserves facultatives issues du bénéfice		73		40 · 33		
Bénéfice reporté		46		20 · 26		
Réserves issues du capital				35 · 350 · 120 · 100 7 · 30 40 20		702
Réserves issues du bénéfice			45 36	5 · 18 · 33 26		1
Bénéfice bilan		43	3 15 12			13
	738	738	895	895	1 245	1 245

Solution 3 : Bilan consolidé (6 points)

Bilan consolidé 31.12.20_3

Actifs divers	1121	Capitaux étrangers	550
Goodwill	6	Capital-actions	300
		Réserves issues du capital	60
		Réserves issues du bénéfice	91
		Part des intérêts minoritaires au capital	68
		Bénéfice bilan	50
		Part des intérêts minoritaires au bénéfice bilan	8
	1127		1127

Ne pas tenir compte des fautes consécutives !

Solution 4 : Écritures de consolidation (8 points)

Journal de consolidation fin 20_5

N°	Texte	Débit	Crédit	Montant
1	Procédez à la consolidation des capitaux. Le goodwill est porté à l'actif.	Capital-actions	Participation au capital de F	210
		Réserves issues du capital	Participation au capital de F	200
		Goodwill	Participation au capital de F	150
2	Amortissement du goodwill.	Réserves issues du bénéfice	Goodwill	120
		Bénéfice bilan	Goodwill	30
		Amortissement du goodwill	Bénéfice compte de résultat	30
3	Le 30 avril 20_2, H a accordé à F un prêt à terme échu de 120 produisant des intérêts de 5% par an. La date de paiement annuel des intérêts est fixée au 30 avril.	Emprunts	Prêts consentis	120
		Produits des intérêts	Charges d'intérêts	6
		Passifs de régularisation	Actifs de régularisation	4
4	Début 20_5, H a livré à F une immobilisation corporelle produite par ses soins pour 80 (coût de fabrication groupe 50). L'amortissement indirect intervient de manière linéaire sur 10 ans dans les comptes individuels et le bouclage consolidé.	Bénéfice bilan	Immobilisations corporelles	80
		Revenu de la production	Bénéfice compte de résultat	80
		Immobilisations corporelles	Bénéfice bilan	50
		Bénéfice compte de résultat	Produits de prestations propres	50
		Ajustement de la valeur des immobilisations corporelles	Bénéfice bilan	3
		Bénéfice compte de résultat	Amortissements immobilisations corporelles	3

N° 2) Faute consécutive possible lors de l'amortissement du goodwill

N° 4) Faute consécutive possible lors de l'amortissement si activation incorrecte de l'immobilisation corporelle

Solution 5 : L'impact des opérations sur le bouclage consolidé (6 points)

N°	Opération	Taux d'endettement	Intensité des actifs immobilisés	Ratio de liquidités 2
1	M procède à une augmentation du capital-actions de 60 avec un agio de 30. Libération en numéraire.	-	-	+
2	F verse des dividendes de 8.	0	0	0
3	F rembourse un prêt accordé par M il y a trois ans.	0	0	0
4	M décide de verser un dividende de 18.	+	+	-

Solution 6 : Bouclage annuel selon le CO et les Swiss GAAP RPC (6 points)

Bilan 31.12.20_8

	Code des obligations		Corrections		Swiss GAAP RPC	
	Actifs	Passifs	Débit	Crédit	Actifs	Passifs
Actifs divers	215				215	
Stock de marchandises	40		30	10	60	
Immobilisations corporelles	110		54	18	46	
Capitaux étrangers divers		130				130
Provisions pour impôts latents			7	21		14
Capital-actions		100				100
Réserves issues du capital		12				12
Réserves issues du bénéfice		98	21	30 + 54		61
Bénéfice		25	10 + 18	7		4
	365	365	140	140	421	421

1 point chacun, provision pour impôts latents 2 points



Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Fiscalité

Problème 1 Taxe sur la valeur ajoutée

Durée d'examen 1 ½ heure

Points 50 sur 100

Solution

Exercice 1 (8,0 points)

La société Scierie SA, dont le siège est à Entlebuch (CH), est inscrite au registre des personnes assujetties à la TVA et décompte la TVA selon la méthode effective. L'entreprise vend ses produits en bois à des clients de la région domiciliés en Suisse et à des clients domiciliés dans des pays limitrophes. Pour les affirmations suivantes a) à l), indiquez par une croix si elles sont exactes (juste) ou non (faux).

Sauf mention contraire, les règles suivantes s'appliquent :

- Toutes les pièces justificatives des fournisseurs de prestations ayant leur siège en Suisse sont établies correctement sur le plan formel, conformément à l'art. 26 LTVA ;
- Tous les prestataires sont obligatoirement assujettis à la TVA sur le territoire suisse ;
- Les éventuelles opérations exclues du champ de l'impôt ne sont pas imposées volontairement par les prestataires (pas d'option pour les prestations exclues du champ de l'impôt) ;
- Les montants s'entendent TVA éventuelle incluse.

Affirmations		juste	faux
a)	Scierie SA vend ses déchets de copeaux de bois à des horticulteurs de la région ayant leur siège en Suisse, qui les utilisent comme matériau de couverture pour les jardins et à la commune d'Entlebuch à des fins de chauffage. La facturation de ces deux prestations se fait au taux normal de 7.7 % actuellement en vigueur.		X
b)	Scierie SA se procure les grumes auprès d'agriculteurs et de forestiers domiciliés en Suisse et <u>non</u> inscrits au registre des personnes assujetties à la TVA. Bien que la facturation des agriculteurs et sylviculteurs à la scierie SA se fasse <u>sans</u> TVA, une déduction de l'impôt préalable à hauteur de 2,5 % du montant facturé peut être effectuée comme impôt préalable.	X	
c)	En juin 2019, Scierie SA a acheté un tracteur datant de 1991 pour CHF 10'000.00 à l'agriculteur Sepp Rübenkohl, <u>non</u> inscrit au registre des assujettis à la TVA et domicilié à Trubschachen (CH). Le tracteur est utilisé par Scierie SA à des fins d'exploitation (transport sur le terrain de l'usine). Lors de l'achat du tracteur, Scierie SA a pu procéder à une déduction de l'impôt préalable fictif conformément à l'art. 28a LTVA d'un montant de CHF 714.95.	X	
d)	Le tracteur acheté en 2019 et utilisé à des fins d'exploitation (voir let. c ci-dessus) a été vendu par Scierie SA en décembre 2022 à Bruno Muster, un passionné de voitures anciennes domicilié à Lucerne (CH). Comme il s'agit d'un modèle rare, Bruno Muster était prêt à payer CHF 15'000.00 pour le tracteur. Pour le calcul de l'impôt sur le chiffre d'affaires, Scierie SA peut appliquer l'imposition de la marge et déduire du prix de vente le prix d'achat.		X
e)	La société Transport SA, dont le siège est à Munich (DE) et qui n'est <u>pas</u> inscrite au registre des assujettis à la TVA, facture à Scierie SA un montant de EUR 2'000.00 pour le transport de sciure d'Entlebuch (CH) à Munich (DE). La scierie SA doit déclarer ce montant (converti en francs suisses) comme impôt sur les acquisitions.		X

Affirmations		correct	faux
f)	La vente de bois acheté et scié par Scierie SA à des clients sur le territoire suisse est considérée comme une prestation exclue du champ de l'impôt conformément à l'art. 21 al. 2 ch. 26 LTVA.		X
g)	Les ventes de bois scié à partir de l'entrepôt d'Entlebuch (CH) à destination de l'étranger sont considérées comme des livraisons sur le territoire suisse, qui sont exonérées de la TVA suisse, pour autant que la preuve de l'exportation puisse être apportée par Scierie SA.	X	
h)	Scierie SA vend à un agriculteur domicilié en Suisse de la sciure fraîche en vrac que le client utilise comme produit d'épandage pour l'élevage. En plus de la sciure, Scierie SA facture également les frais de transport, qui sont indiqués séparément sur la facture. La sciure est facturée au taux d'imposition réduit de 2.5 % et les frais de transport doivent être facturés au taux normal de 7.7 %.		X
i)	Au premier étage de l'immeuble commercial à Entlebuch (CH), Scierie SA loue à une tierce personne un appartement meublé de 4 pièces pour un montant mensuel de CHF 2'500.00. La façade de l'immeuble a dû être rénovée en juin 2020 pour CHF 48'465.00 (rénovation = dépenses de maintien de la valeur). Scierie SA a pu procéder à une déduction de l'impôt préalable de CHF 3'465.00.		X
j)	En raison de la location d'appartements (voir let. i ci-dessus), Scierie SA doit procéder une fois par an à une correction de l'impôt préalable pour l'infrastructure administrative doublement affectée. Par mesure de simplification, Scierie SA peut appliquer le forfait de 0.07 % des revenus locatifs bruts (charges comprises).	X	
k)	La locataire de l'appartement situé à l'étage de l'immeuble commercial (voir let. i ci-dessus) a résilié son contrat de location pour fin février 2023. En raison de la croissance économique de l'entreprise, l'appartement sera désormais utilisé comme bureaux pour la scierie. Les meubles de l'appartement, qui ont finalement été utilisés pour la location de l'appartement sont vendus par Scierie SA sur la plateforme "Ricardo.ch" pour un montant total de CHF 500.00. La vente de ces meubles est imposable au taux normal de 7,7 % actuellement.		X
l)	Étant donné que l'appartement sera utilisé à partir de mars 2023 pour l'activité entrepreneuriale avec droit à la déduction de l'impôt préalable, l'impôt préalable qui n'était pas déductible auparavant pourra l'être en rapport avec cet appartement (dégrèvement ultérieur de l'impôt préalable). L'impôt préalable déductible se limite à la valeur résiduelle du bien. Celle-ci se calcule, pour les biens immobiliers, en amortissant linéairement un vingtième pour chaque année civile écoulée. Toutes les dépenses d'augmentation et de maintien de la valeur peuvent être prises en compte.		X

Exercice 2 (8,5 points)

L'entreprise de transport EXPRESS SA, dont le siège est à Lucerne (CH), est inscrite au registre des personnes assujetties à la TVA. L'entreprise décompte la TVA selon la méthode effective et selon les contre-prestations reçues. Les éventuels chiffres d'affaires exclus du champ de l'impôt ne sont pas imposés volontairement. EXPRESS SA effectue des transports de marchandises tant nationaux qu'internationaux. Pour les futurs chauffeurs de camion, l'entreprise propose des cours théoriques de plusieurs jours sur les camions et exploite un commerce de manuels dans ce domaine.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2022, EXPRESS SA a réalisé les recettes suivantes (hors une éventuelle TVA) :

Transports de biens sur territoire suisse, mandants ayant leur siège sur territoire suisse	CHF	220'000.00
Transports de biens sur territoire suisse, mandants ayant leur siège à l'étranger	CHF	15'000.00
Transports de biens de CH vers l'étranger, mandants ayant leur siège s/territoire suisse	CHF	150'000.00
Transports de biens de l'étranger vers la CH, mandants ayant leur siège s/territoire suisse	CHF	140'000.00
Formation pour l'examen théorique camions à Lucerne (CH)	CHF	30'000.00
Vente de manuels de formation à des clients domiciliés sur territoire suisse (indépendamment des cours de formation)	CHF	5'000.00
Total des recettes	CHF	560'000.00

EXPRESS SA a eu des dépenses pour une annonce d'emploi « Recherche chauffeur » dans un magazine allemand pour un montant de EUR 1'200.00. La facturation a été effectuée par la Frankfurter Allgemeine Zeitung AG, dont le siège est à Francfort (DE), qui n'est pas inscrite au registre des assujettis à la TVA. Le cours de l'euro est de 1,02 à la date de la facture et de 0,98 au moment du paiement.

2.1 Complétez l'extrait suivant du formulaire de décompte de la TVA selon les faits mentionnés ci-dessus.

I. CHIFFRE D'AFFAIRES (les articles cités se réfèrent à la loi sur la TVA du 12.06.2009)		Chiffre	Chiffre d'affaires CHF	Chiffre d'affaires CHF
Total des contre-prestations convenues ou reçues, y c. de prestations imposées par option, de transferts par procédure de déclaration, de prestations à l'étranger (ch. d'affaires mondial)		200		560'000
Contre-prestations déclarées sous ch. 200 qui proviennent de prestations exclues du champ de l'impôt (art. 21) pour lesquelles il a été opté en vertu de l'art. 22		205		
Déductions: Prestations exonérées (p. ex. exportations, art. 23), prestations exonérées fournies à des institutions et à des personnes bénéficiaires (art. 107, al. 1, let. a)		220	290'000	
Prestations fournies à l'étranger (lieu de la prestation à l'étranger)		221 +	15'000	
Transferts avec la procédure de déclaration (art. 38, veuillez, s.v.p., joindre le formulaire n° 764)		225 +		
Prestations exclues du champ de l'impôt (art. 21) fournies sur le territoire suisse pour lesquelles il n'a pas été opté selon l'art. 22		230 +	30'000	
Diminutions de la contre-prestation telles que rabais, escomptes, etc.		235 +		
Divers (p.ex. valeur du terrain, prix d'achat en cas d'imposition de la marge)		280 +		
Total du chiffre d'affaires imposable (ch. 200 moins ch. 289)		299		225'000
				335'000
				225'000
II. CALCUL DE L'IMPÔT				
Taux	Prestations CHF dès le 01.01.2018	Impôt CHF / ct. dès le 01.01.2018	Prestations CHF jusqu'au 31.12.2017	Impôt CHF / ct. jusqu'au 31.12.2017
Normal	302 220'000	+ 16'940.00 7,7%	301	+ 8,0%
Réduit	312 5'000	+ 125.00 2,5%	311	+ 2,5%
Spécial pour l'hébergement	342	+ 3,7%	341	+ 3,8%
Impôt sur les acquisitions	382 1'176	+ 90.55	381	+ 3,8%
Total de l'impôt dû (ch. 301 à 382)			17'155.55	
			17'155.55	

- 2.2 Justifiez en quelques mots **et** en indiquant précisément une base légale (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.) pourquoi les recettes provenant de transports de biens sur territoire suisse par des mandants ayant leur siège à l'étranger (CHF 15'000.00) doivent être déclarées au chiffre 221 du formulaire de décompte TVA (voir exercice partiel 2.1 ci-dessus).

Justification :

Principe du lieu du destinataire / lieu de la prestation à l'étranger / n'est par conséquent pas soumise à l'impôt grevant les opérations réalisées sur le territoire suisse

Base légale :

Art. 8 al. 1 LTVA

- 2.3 Cochez les affirmations (correctes) suivantes concernant la déduction de l'impôt préalable par EXPRESS SA.

☒ Les montants d'impôt préalable liés aux transports de marchandises peuvent être intégralement déduits.

☐ Les montants d'impôt préalable liés aux transports de marchandises doivent être corrigés en fonction du rapport d'utilisation.

☐ EXPRESS SA est entièrement habilitée à déduire l'impôt préalable.

☒ Les montants d'impôt préalable liés aux cours théoriques ne peuvent pas être déduits.

☒ Les montants d'impôt préalable, qui concernent à la fois les cours pour l'examen théorique et les transports de marchandises, doivent être corrigés en fonction de leur utilisation.

☐ Le commerce de manuels scolaires ne donne pas droit à la déduction de l'impôt préalable.

Exercice 3 (11,0 points)

Pour répondre aux questions suivantes de l'exercice 3, il faut partir du principe que les prestataires ayant leur siège à l'étranger ne sont pas inscrits dans le registre suisse des personnes assujetties à la TVA.

- 3.1 L'activité principale de la société « FC Bleu-Noir Genève SA », dont le siège est à Genève (CH), est l'exploitation d'un club de football professionnel dans la ligue suisse de football. La société est inscrite au registre des assujettis à la TVA.

En 2022, la société a vendu l'attaquant vedette « Tony » à un autre club suisse. Dans la comptabilité de la société « FC Bleu-Noir Genève SA » a été enregistré un paiement de CHF 25'000.00 pour ce transfert de joueur en faveur de l'agent de joueurs « H.B. », domicilié à Munich (DE). Cette écriture comptable a été opérée dans les charges sous la rubrique « Prestations de tiers ». La facture de Monsieur « H.B. » s'intitule « Commission pour placement de joueurs, prestations de conseils ainsi que prestations administratives ».

Déterminez en cochant si le « FC Bleu-Noir Genève SA » est redevable de l'impôt sur les acquisitions et justifiez votre réponse. Indiquez également la base légale précise (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Impôt sur les acquisitions : ☒ Oui ☐ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA, en relation avec l'art. 45 al. 2 let. a LTVA**

Justification : **Conformément à l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, sont soumises à l'impôt sur les acquisitions, entre autres, les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA, pour autant que le lieu de la prestation se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8 al. 1 LTVA. Les assujettis ayant leur siège sur le territoire suisse doivent déclarer toutes les prestations soumises à l'impôt sur les acquisitions.**

- 3.2 Une grande caisse de pension (fondation) ayant son siège en Suisse réalise notamment des revenus provenant de la mise à disposition de biens immobiliers et de parties de biens immobiliers à des fins d'usage, de la vente de titres (actions) et de l'octroi de crédits. En raison de l'option pour les revenus locatifs de certains biens immobiliers, la fondation est inscrite au registre des assujettis à la TVA.

La société Conseils Européens SW, dont le siège est à Paris (FR), a facturé en 2022 les prestations suivantes à la caisse de pension sise sur territoire suisse :

• Honoraires de gestion de fortune	CHF	80'000.00
• Courtages résultant du négoce de papiers-valeurs	CHF	75'000.00
• Frais de tenue de compte pour les comptes de négoce de devises	CHF	10'000.00
• Droits de garde	CHF	6'000.00

L'architecte Mario Batto, établi à Imola (I), a facturé la prestation suivante :

• Estimation d'un immeuble de placement à Bologne (I)	CHF	9'000.00
---	-----	----------

- a) Déterminez, en cochant la case correspondante, si la caisse de pension est redevable de l'impôt sur les acquisitions et justifiez votre réponse. Indiquez également la base légale précise (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Honoraires de gestion de fortune : CHF 80'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☒ Oui ☐ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA
en relation avec l'art. 45 al. 2 let. a LTVA**

Justification : **Selon l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA sont soumises à l'impôt sur les acquisitions, pour autant que le lieu de la prestation se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8 al. 1 LTVA. Les personnes assujetties ayant leur siège sur le territoire suisse doivent déclarer toutes les prestations soumises à l'impôt sur les acquisitions.**

Courtages résultant du négoce de papiers-valeurs : CHF 75'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☐ Oui ☒ Non

Base légale : **Art. 45a LTVA**

Justification : **Ne sont pas soumises à l'impôt sur les acquisitions les prestations qui sont exclues du champ de l'impôt sur le territoire suisse en vertu de l'art. 21. Les courtages résultant du commerce de papiers-valeurs sont exclus du champ de l'impôt en vertu de l'art. 21 al. 2 ch. 19 let. e LTVA.**

Frais de tenue de compte pour les comptes de négoce de devises : CHF 10'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☐ Oui ☒ Non

Base légale : **Art. 45a LTVA**

Justification : **Ne sont pas soumises à l'impôt sur les acquisitions les prestations qui sont exclues du champ de l'impôt sur le territoire suisse en vertu de l'art. 21. Les Frais de tenue de compte pour les comptes de négoce de devises sont exclus du champ de l'impôt en vertu de l'art. 21 al. 2 ch. 19 let. c LTVA.**

Droits de garde : CHF 6'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☒ Oui ☐ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA
en relation avec l'art. 45 al. 2 let. a LTVA**

Justification : **Selon l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA sont soumises à l'impôt sur les acquisitions, pour autant que le lieu de la prestation se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8 al. 1 LTVA. Les personnes assujetties ayant leur siège sur le territoire suisse doivent déclarer toutes les prestations soumises à l'impôt sur les acquisitions.**

Estimation de l'immeuble de placement à Bologne (I) : CHF 9'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☐ Oui ☒ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA
(à contrario)**

Justification : **Conformément à l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, seules les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA sont soumises à l'impôt sur les**

acquisitions, pour autant que leur lieu se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8, al. 1, LTVA. Il en est de même, des let. b – d de l'art. 45 de l'al. 1, ces dernières ne s'appliquent pas dans le cas présent.

- b) Calculez l'éventuel impôt dû sur les acquisitions par la caisse de pension.

CHF 6'622.00 (7.7% de CHF 86'000 [100.0%])

- c) Indiquez la base légale qui régit le principe du droit à la déduction de l'impôt préalable d'un impôt sur les acquisitions déclaré par la fondation (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Base légale : **Art. 28 al. 1 let. b LTVA**

- d) Partez du principe qu'un impôt dû sur les acquisitions pour la caisse de pension résulte des opérations commerciales susmentionnées.

Déterminez, en cochant la case correspondante, si la caisse de pension est habilitée à déduire l'impôt préalable et justifiez votre réponse. Indiquez également la base légale précise (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Déduction de l'impôt préalable ☐ possible ☒ pas possible

Base légale : **Art. 29 al. 1 LTVA**

Justification : **Les prestations acquises ici servent à réaliser des chiffres d'affaires exclus du champ de l'impôt ne pouvant pas faire l'objet d'une imposition avec l'option (ou ne faisant pas partie de la contre-prestation).**

Exercice 4 (8,0 points)

La société immobilière Maisonmaître Immeubles SA a pour objet la détention et la gestion du bien immobilier « Maisonmaître » à Pringy (CH). La société a opté en partie pour les revenus locatifs et est par conséquent inscrite au registre des personnes assujetties à la TVA. La société ne perçoit pas d'autres recettes que les loyers.

L'immeuble est utilisé comme suit :

4ème étage :	195 m ²	Appartement familial, loué à usage d'habitation
3ème étage :	175 m ²	Appartement familial, loué à usage d'habitation
2ème étage :	175 m ²	Loué à des services communaux <u>sans</u> option
1er étage :	175 m ²	Loué à un bureau d'architecture avec option
Parterre :	175 m ²	Loué à une entreprise de ferblanterie avec option
Environnement :	Pré naturel avec étang, 18 places de parc extérieures (non attribuées) à disposition de tous les locataires de l'immeuble (incluses dans le loyer).	

Les dépenses suivantes ont été nécessaires au cours de l'exercice 2022 (tous les montants s'entendent hors TVA de 7.7 %) :

• Remplacement des revêtements de sol dans les locaux des services communaux	CHF	30'000.00
• Rénovation du toit et de la façade	CHF	50'000.00
• Remplacement des réfrigérateurs dans les appartements familiaux	CHF	4'800.00
• Nouveau four / steamer pour la cuisine du bureau d'architecture	CHF	2'100.00
• Remplacement de la porte d'entrée du bureau d'architecture au 1er étage et des services communaux au 2e étage	CHF	4'100.00
• Entretien de l'étang et du parking	CHF	4'000.00
• Gestion de l'immeuble par la société Fiduciaire-Immeubles SA	CHF	5'000.00
Total des dépenses (hors TVA 7.7 %)	<u>CHF</u>	<u>100'000.00</u>
7.7 % Impôt préalable	<u>CHF</u>	<u>7'700.00</u>

La régie immobilière qui établit également le décompte TVA de la société immobilière Maisonmaître Immeubles SA, a corrigé l'impôt préalable à hauteur de 41,43 % (CHF 104'000.00 de loyers exclus du champ de l'impôt par rapport aux recettes locatives totales de CHF 251'000.00) et a fait valoir une déduction de l'impôt préalable de CHF 4'509.90 dans le décompte TVA.

a) Évaluez si le calcul de la régie immobilière pour la correction de l'impôt préalable conduit à un résultat correct et justifiez votre réponse.

☐ La correction de l'impôt préalable est appropriée

☒ La correction de l'impôt préalable n'est pas appropriée

Justification : **La méthode de correction selon la clé de répartition du chiffre d'affaires n'aboutit généralement pas à un résultat correct de la correction de l'impôt préalable pour les immeubles (par exemple, en raison de la différence de loyer au mètre carré entre les espaces résidentiels et commerciaux/de bureaux).**

- b) Procédez à l'affectation de l'impôt préalable selon la méthode dite des "3 pots" en cochant la case correspondante.

- Pot A** Impôt préalable sur les dépenses donnant droit à la déduction intégrale de l'impôt préalable
Pot B Impôt préalable sur les dépenses ne donnant pas droit à déduction
Pot C Impôt préalable sur les dépenses à usage mixte et n'ouvrant que partiellement droit à la déduction de l'impôt préalable

	Pot A	Pot B	Pot C
Remplacement des revêtements de sol dans les locaux des services communaux		X	
Rénovation de toitures et de façades			X
Remplacement des réfrigérateurs dans les appartements familiaux		X	
Nouveau four / steamer pour la cuisine du bureau d'architecture	X		
Remplacement de la porte d'entrée du bureau d'architectes au 1er étage et des services communaux au 2e étage	(X)	(X)	X
Entretien de l'étang et des parkings			X
Gestion de l'immeuble par Fiduciaire-Immeubles SA			X

- c) Calculez la correction de l'impôt préalable déductible de la société immobilière Maisonmaître Immeubles SA pour le pot C. Vos calculs doivent être présentés de manière détaillée et les montants correspondants doivent être clairement indiqués.

Calcul de l'impôt préalable déductible - Pot C :

Remplacement des portes d'entrée

Utilisation mixte (art. 30 LTVA) : Application
Clé (nombre de portes) → Pot C

CHF 4'100.00 x 7.7 % = CHF 315.70
 Impôt préalable déductible (bureau d'architectes) = - CHF 157.85

Correction (exclusion) de l'impôt préalable des services communaux = CHF 157.85 CHF 157.85

Rénovation du toit et de la façade / entretien de l'étang et des parkings / gestion des immeubles

Utilisation mixte (art. 30 LTVA) : Application
Clé (m²) → Pot C (sur 39,11 % de l'impôt préalable une déduction de l'impôt préalable est possible)

CHF 59'000.00 (CHF 50'000.00 + CHF 4'000.00 + CHF 5'000.00) x 7.7 % = CHF 4'543.00
 Impôt préalable déductible : 39,11 %¹ de CHF 4'543.00 = - CHF 1'776.75

Correction impôt préalable : 60,89 %² (100% - 39,11 %) de CHF 4'543.00 CHF 2'766.25 CHF 2'766.25

Total correction de l'impôt préalable (Pot C) : **CHF 2'924.10**

¹ 350m² (175m² + 175m²) sur un total de 895m²

² 545m² (195m² + 175m² + 175m²) sur un total de 895m²

Exercice 5 (10,0 points)

Le siège social de la société Meroni Plafonds SA se trouve à Lugano (CH). La société s'est spécialisée dans la livraison et le montage de différents systèmes de plafonds creux et de faux plafonds.

Le décompte de TVA est établi selon la méthode effective et selon les contre-prestations convenues. Seuls des chiffres d'affaires imposables à la TVA au taux normal sont réalisés. En 2022, Meroni Plafonds SA a décompté les chiffres d'affaires et les montants d'impôt dus suivants :

	<u>Contre-prestation convenues</u>		<u>Impôt dû</u>
1er trimestre 2022	CHF	2'323'258	CHF 178'890.90
2e trimestre 2022	CHF	2'669'510	CHF 205'552.25
3e trimestre 2022	CHF	2'527'780	CHF 194'639.05
4e trimestre 2022	CHF	2'470'452	CHF 190'224.80
Total 2022	<u>CHF</u>	<u>9'991'000</u>	<u>CHF 769'307.00</u>

Vérifiez, à l'aide de la réconciliation des chiffres d'affaires, si les chiffres d'affaires déclarés pour l'année civile 2022 correspondent aux chiffres d'affaires figurant dans la comptabilité. La concordance des chiffres d'affaires doit être présentée de manière détaillée et les montants correspondants doivent être clairement indiqués. Une éventuelle différence de chiffre d'affaires doit être désignée comme telle et l'impôt correspondant doit être calculé.

Le compte 2200 « Taxe sur la valeur ajoutée (TVA due) » présente une différence.

Extrait du bilan au 31.12.2022 (comparaison avec l'année précédente)		31.12.2022	31.12.2021
1100	Créances provenant de livraisons et de prestations (Débiteurs)	161'550	107'700
1109	Ducroire (correction de valeur des créances)	- 16'000	- 10'000
1130	Avances aux fournisseurs	3'000	6'000
1210	Matières premières	8'000	7'000
1280	Travaux en cours	32'000	21'000
1300	Charges payées d'avance (actifs transitoires)	65'000	35'000
2000	Dettes résultant d'achats et de prestation de services (créanciers)	100'987	100'109
2030	Acomptes de clients	28'000	57'000
2300	Charges à payer (passifs transitoires)	72'000	80'000

Extrait du grand livre pour l'année 2022

Dans la comptabilité, les chiffres d'affaires sont enregistrés hors une éventuelle TVA.

Compte 3400		Livraison et montage Plafonds de type A		
		Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
31.01.2022	Chiffres d'affaires janvier 2022		250'158	250'158 -
28.02.2022	Chiffres d'affaires février 2022		199'280	449'438 -
31.03.2022	Chiffres d'affaires mars 2022		180'360	629'798 -
30.04.2022	Chiffres d'affaires avril 2022		266'630	896'428 -
31.05.2022	Chiffres d'affaires mai 2022		270'500	1'166'928 -
30.06.2022	Chiffres d'affaires juin 2022		150'000	1'316'928 -
31.07.2022	Chiffres d'affaires juillet 2022		300'010	1'616'938 -
31.08.2022	Chiffres d'affaires août 2022		200'000	1'816'938 -
30.09.2022	Chiffres d'affaires septembre 2022		350'650	2'167'588 -
31.10.2022	Chiffres d'affaires octobre 2022		350'560	2'518'148 -
30.11.2022	Chiffres d'affaires novembre 2022		350'000	2'868'148 -
31.12.2022	Chiffres d'affaires décembre 2022		131'852	3'000'000 -

Compte 3401 Livraison et montage Plafonds de type B			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
01.01.2022 Extourne des travaux en cours 2021	10'000		10'000
01.01.2022 Extourne des acomptes des clients 2021		30'000	20'000 -
01.01.2022 Charges à payer (passifs transitoires) 2021		60'000	80'000 -
31.01.2022 Chiffres d'affaires de janvier 2022		400'500	480'500 -
28.02.2022 Chiffres d'affaires février 2022		309'150	789'650 -
31.03.2022 Chiffres d'affaires mars 2022		501'050	1'290'700 -
30.04.2022 Chiffres d'affaires avril 2022		666'630	1'957'330 -
31.05.2022 Chiffres d'affaires mai 2022		308'250	2'265'580 -
30.06.2022 Chiffres d'affaires juin 2022		401'950	2'667'530 -
31.07.2022 Chiffres d'affaires juillet 2022		416'000	3'083'530 -
31.08.2022 Chiffres d'affaires août 2022		300'380	3'383'910 -
30.09.2022 Chiffres d'affaires septembre 2022		480'190	3'864'100 -
31.10.2022 Chiffres d'affaires octobre 2022		560'000	4'424'100 -
30.11.2022 Chiffres d'affaires novembre 2022		450'000	4'874'100 -
31.12.2022 Chiffres d'affaires décembre 2022		205'900	5'080'000 -
31.12.2022 Travaux en cours 2022		20'000	5'100'000 -
31.12.2022 Acomptes des clients 2022	15'000		5'085'000 -
31.12.2022 Charges à payer (passifs transitoires) 2022	40'000		5'045'000 -

Compte 3402 Livraison et montage Plafonds de type C			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
01.01.2022 Extourne des travaux en cours 2021	11'000		11'000
01.01.2022 Extourne des acomptes des clients 2021		27'000	16'000 -
31.01.2022 Chiffres d'affaires janvier 2022		150'980	166'980 -
28.02.2022 Chiffres d'affaires février 2022		160'880	327'860 -
31.03.2022 Chiffres d'affaires mars 2022		170'900	498'760 -
30.04.2022 Chiffres d'affaires avril 2022		200'000	698'760 -
31.05.2022 Chiffres d'affaires mai 2022		250'550	949'310 -
30.06.2022 Chiffres d'affaires juin 2022		155'000	1'104'310 -
31.07.2022 Chiffres d'affaires juillet 2022		250'000	1'354'310 -
31.08.2022 Chiffres d'affaires août 2022		130'550	1'484'860 -
30.09.2022 Chiffres d'affaires septembre 2022		100'000	1'584'860 -
31.10.2022 Chiffres d'affaires octobre 2022		150'550	1'735'410 -
30.11.2022 Chiffres d'affaires novembre 2022		100'050	1'835'460 -
31.12.2022 Chiffres d'affaires décembre 2022		180'540	2'016'000 -
31.12.2022 Travaux en cours 2022		12'000	2'028'000 -
31.12.2022 Acomptes des clients 2022	13'000		2'015'000 -
31.12.2022 Charges payées d'avance (actifs transitoires)		50'000	2'065'000 -

Compte 3600 Autres produits (autres recettes)			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
30.04.2022 Assurance dommages réels		5'000	5'000 -

Compte 3805 Pertes sur clients (variation du ducroire)			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
01.01.2022 Ducroire (correction de valeur des créances) 2021		10'000	10'000 -
31.12.2022 Pertes sur débiteurs effectives 2022	9'000		1'000 -
31.12.2022 Ducroire (correction de valeur des créances) 2022	16'000		15'000

Compte 6201 Parts privées aux frais de véhicules

	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
31.12.2022 Parts privées aux frais de véhicules 2022		5'014	5'014 -

Solution :

Réconciliation du chiffre d'affaires 2022 (détermination au brut)

Solde du compte 3400 « Livraison et montage Plafonds type A »	CHF	3'000'000
Solde du compte 3401 « Livraison et montage Plafonds type B »	CHF	5'045'000
Solde du compte 3402 « Livraison et montage Plafonds type C »	CHF	2'065'000
Solde du compte 3600 « Autres produits »	CHF	5'000
Solde du compte 3805 « Pertes sur clients »	- CHF	15'000
Solde du compte 6201 « Parts privées aux frais de véhicules »	CHF	<u>5'014</u>

Total du chiffre d'affaires s/la comptabilité (hors év. TVA) CHF 10'105'014

Postes non pertinents

- Assurance dommages réels (compte 3600)	- CHF	5'000
+ Travaux en cours 01.01.2022	CHF	21'000
- Travaux en cours 31.12.2022	- CHF	32'000
- Acomptes de clients 01.01.2022	- CHF	57'000
+ Acomptes de clients 31.12.2022	CHF	28'000
- Ducroire 01.01.2022	- CHF	10'000
+ Ducroire 31.12.2022	CHF	16'000
+ Charges payées d'avance (actifs transitoires) 01.01.2022	CHF	-
- Charges payées d'avance (actifs transitoires) 31.12.2022	- CHF	50'000
- Charges à payer (passifs transitoires) 01.01.2022	- CHF	60'000
+ Charges à payer (passifs transitoires) 31.12.2022	CHF	<u>40'000</u>

Total chiffre d'affaires pertinent s/la comptabilité (hors TVA) CHF 9'996'014
+ 7.7 % de CHF 9'996'014 (100 %) CHF 769'693

CHF 10'765'707

Montants déclarés selon les décomptes (hors TVA) CHF 9'991'000
TVA selon déclaration CHF 769'307

CHF 10'760'307

Différence entre la comptabilité et les décomptes (TVA 7.7 % incluse) CHF 5'400

Montant d'impôt à déclarer (en faveur de l'AFC), 7.7 % de CHF 5'400.00 (107.7 %) CHF 386

Réconciliation des chiffres d'affaires 2022 (détermination au net)

Total chiffre d'affaires déterminant s/la comptabilité (hors TVA) CHF 9'996'014
Montants déclarés selon les décomptes (hors TVA) CHF 9'991'000

Différence entre la comptabilité et les décomptes (hors TVA) CHF 5'014

Montant d'impôt à déclarer (en faveur de l'AFC), 7.7 % de CHF 5'400.00 (100 %) CHF 386

Exercice 6 (4,5 points)

En ce qui concerne l'état de fait, nous vous renvoyons à l'exercice 5 ci-dessus. Cela signifie que la situation de départ pour les questions suivantes est identique à celle de l'exercice 5. Les deux exercices peuvent être résolus indépendamment l'un de l'autre.

Répondez aux questions suivantes. Lorsque cela est demandé, justifiez votre réponse en indiquant précisément la base légale (article, alinéa et - si disponibles - lettre, chiffre, etc.)

- 6.1 Indiquez la base légale qui oblige la société à établir une concordance des chiffres d'affaires.

Base légale : **Art. 72 LTVA ou Art. 126 OTVA ou Art. 128 OTVA**

- 6.2 Indiquez le nombre de jours jusqu'à ce que les éventuelles erreurs constatées dans les décomptes d'impôts soient corrigées par le biais d'une concordance.

Nombre de jours : **Jusqu'au 180e jour qui suit la fin de l'exercice comptable considéré.**

Base légale : **Art. 72 al. 1 LTVA**

- 6.3 Veuillez indiquer le moment où la dette fiscale naît en cas de paiements anticipés pour des prestations imposables.

Naissance de la dette d'impôt : **Au moment de l'encaissement de la contre-prestation**

Base légale : **Art. 40 al. 1 let. c LTVA**

- 6.4 Déterminez si un changement de la méthode de décompte de la méthode de décompte effective à la méthode dite des taux de la dette fiscale nette – pour un chiffre d'affaires inchangé - est possible pour la société Meroni Plafonds SA.

Changement possible : ☐ Oui ☒ Non
(Les limites du chiffre d'affaires et de la charge fiscale pour le décompte selon la méthode des taux de la dette fiscale nette sont dépassées)

Base légale : **Art. 37 al. 1 LTVA (à contrario)**

- 6.5 La société Meroni Plafonds SA met à la disposition d'un(e) collaborateur(-trice) un véhicule de fonction à partir de l'année 2023. Le prix d'achat du véhicule s'élève à CHF 64'620.00 (TVA 7.7 % incluse). La voiture de tourisme est utilisée de manière prépondérante pour l'activité entrepreneuriale. Une part privée est due pour l'utilisation privée. La société applique la méthode forfaitaire de l'AFC pour le calcul. Calculez l'impôt dû sur la part privée des frais de voiture pour un mois.

Calculs : **CHF 64'620.00 : 107.7 % x 100 % = CHF 60'000.00**
CHF 60 000 x 0,9 % = CHF 540.00
7.7 % de (107.7 % [CHF 540.00]) = CHF 38.60



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Fiscalité

Problème 2 Impôts directs et impôt anticipé

Durée d'examen 1 ½ heure

Points 50 sur 100 (dont 38 pour les impôts directs et 12 pour l'impôt anticipé)

Partie A
Impôts directs

Dans la mesure où rien n'est formellement précisé, les cas de cette partie doivent être résolus selon les dispositions de la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD). Toutes les questions se réfèrent aux personnes physiques et morales résidentes en Suisse (assujettissement illimité en Suisse).

Solution du cas 1 (5.0 points)

- 1) ☐ Fortune commerciale ☒ **Fortune privée** **1 point**

Comment s'appelle la méthode qui définit s'il s'agit de fortune commerciale ou privée ?

→ Méthode de la prépondérance **0.5 point**

Indiquez la disposition légale de la LIFD qui règle quels biens se rattachent à la fortune commerciale:

LIFD art. 18 al. 2 **0.5 point**

2)

Etat de fait	Signe (+/-)	Montant à corriger (CHF)	Points
a) Au début de l'exercice commercial, le 1er janvier, Ralph Maler a acquis un nouveau véhicule de livraison pour l'entreprise de peinture au prix de CHF 70'000. La totalité du prix d'achat a été comptabilisée comme charge en tant que « frais de véhicules ». Il ne s'agit pas d'un cas de remploi.	+	42'000 70'000 moins 40% amortissement 70'000 donnent aussi la totalité des points	0.5
b) CHF 5'000 ont été facturés à Rosa Müller et enregistrés en tant que produits dans la comptabilité. Aucune autre écriture comptable n'a été enregistrée. Il ressort des dossiers que Rosa Müller n'a payé que CHF 3'000. Les CHF 2'000 restants sont à considérer comme irrécouvrables.	-	2'000	0.5
c) Ralph Maler doit payer pour son entreprise individuelle CHF 15'000 d'impôts cantonaux et communaux, de même que CHF 5'000 d'impôt fédéral direct. Il a comptabilisé ces montants en réduction du résultat sous le poste « charges d'impôts ».	+	20'000	0.5

d) Pour ses employés, Ralph Maler doit payer CHF 5'000 de cotisations aux assurances sociales (part de l'employeur), de même que CHF 9'000 pour lui-même. Il a comptabilisé ces factures en diminution du résultat sous le poste « charges d'assurances sociales ».	+/-	0	0.5
e) Une employée est tombée malade. Durant son incapacité de gain, elle a continué de recevoir de l'entreprise son salaire sans réduction. Pour cet arrêt de travail, l'entreprise a reçu un virement de CHF 10'000 de son assurance d'indemnités journalières. Pensant que cela n'avait aucune incidence, Ralph Maler n'a pas comptabilisé ce montant.	+	10'000	0.5
f) Ralph Maler a versé un montant de CHF 5'000 en faveur de sa prévoyance individuelle liée (pilier 3a) et l'a comptabilisé en diminution du résultat sous le poste « charges de prévoyance ».	+	5'000	0.5

Solution du cas 2 (2.0 points)

Affirmation	Réponse	Points
a) La personne contribuable peut contester une taxation d'office (par appréciation) pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. Dans ce cas, la réclamation ne doit pas être motivée.	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;"> correct <input type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;"> faux <input checked="" type="checkbox"/> </div> </div> <p style="margin-top: 5px;">(LIFD art. 132 al. 3)</p>	0.25
b) Les autorités cantonales perçoivent l'impôt fédéral direct auprès des personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective en Suisse à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;"> correct <input type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;"> faux <input checked="" type="checkbox"/> </div> </div> <p style="margin-top: 5px;">Base légale LIFD art. 105 al. 3 ou LIFD art. 104 al. 2</p>	0.25 0.5
c) Les personnes morales doivent produire pour chaque période fiscale une attestation à l'autorité de taxation portant sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes.	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;"> correct <input checked="" type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;"> faux <input type="checkbox"/> </div> </div> <p style="margin-top: 5px;">(LIFD art. 129 al. 1 let. a)</p>	0.25
d) Le droit de procéder à la taxation se prescrit par dix ans à compter de la fin de la période fiscale.	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;"> correct <input type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;"> faux <input checked="" type="checkbox"/> </div> </div> <p style="margin-top: 5px;">Base légale LIFD art. 120 al. 1</p>	0.25 0.5

Solution du cas 3 (3.25 points)

Tabelle de solution situation 1 (couple 1)

		Colonne solution	Points
Perte 2022 de l'entreprise individuelle de l'époux (admise fiscalement)	- 80'000	- 80'000	0.25
Produits d'intérêts provenant des obligations en fortune privée	18'000	18'000	0.25
Gains de cours provenant des obligations, selon le relevé bancaire	3'000	0	0.25
Héritage à la suite du décès de l'oncle Joseph	60'000	0	0.25
Droits (impôts) de succession payés	- 6'000	0	0.25
Salaire de l'épouse	40'000	40'000	0.25
Frais professionnels de l'épouse	- 3'000	- 3'000	0.25
Revenu imposable		0	
Pertes reportables dans le futur		- 25'000	Total 1.75

Tabelle de solution situation 2 (couple 2)

		Colonne solution	Points
Report de pertes compensables de l'entreprise individuelle (admis fiscalement)	- 80'000	- 80'000	0.25
Bénéfice 2022 de l'entreprise individuelle de l'époux (admis fiscalement)	70'000	70'000	0.25
Produits d'intérêts provenant des obligations en fortune privée	20'000	20'000	0.25
Pertes de cours provenant des obligations, selon le relevé bancaire	- 5'000	0	0.25
Salaire de l'épouse	45'000	45'000	0.25
Frais professionnels de l'épouse	- 4'000	- 4'000	0.25
Revenu imposable		51'000	
Pertes reportables dans le futur		0	Total 1.5

Indications pour la solution :

¼ de point pour chaque chiffre correct et le signe négatif correct. Le résultat final n'est pas noté (si le signe négatif n'a pas été mentionné, mais qu'il a été correctement pris en considération dans le calcul du revenu imposable, alors le ¼ de point attribuable à la ligne concernée peut être accordé).

Solution du cas 4 (6.0 points)

Question 1

	Élément	Montant en CHF	Calcul du revenu imposable en CHF	Points
1.	Salaire (pour 11 mois)	150'000	150'000	0.25
2.	Produits d'intérêts sur titres détenus en fortune privée	22'000	22'000	0.25
3.	Dividende brut de Finitrade SA revenant à Joël Zimmermann CHF 10'000, dividende net CHF 6'500 (après déduction de 35% d'impôt anticipé). Joël Zimmermann détient une part de 50% au capital-actions de Finitrade SA.	6'500	10'000 x 70% = 7'000	0.25 0.25
4.	Loyer (indiqué sous ch. 2.1 du certificat de salaire), Loyer au prix du marché (entre tiers)	12'000 18'000	18'000 - 12'000 = 6'000 x 70% = 4'200	0.25 0.25
5.	Part privée voiture d'entreprise (indiquée sous ch. 2.2 du certificat de salaire), 10.8% forfait (conforme entre tiers)	5'000 8'000	3'000 x 70% = 2'100	0.25
6.	Intérêts sur prêt à Finitrade SA <ul style="list-style-type: none"> CHF 12'000 intérêts (charge) CHF 6'000 prestation appréciable en argent 	18'000	12'000 6'000 x 70% = 4'200	0.25 0.25 0.5
7.	Intérêts sur capital propre dissimulé	9'000	9'000 x 70% = 6'300	0.25 0.25
8.	Assurance à prime unique <ul style="list-style-type: none"> Prime 2018: CHF 7'000 Versement 2022: CHF 17'000 	17'000	17'000 ./. 7'000 = 10'000	0.5
9.	Déduction repas pour l'année 2022 (voir ordonnance frais professionnels), max.	- 3'200	- 1'600 (aussi correct: - 1'600 : 12 x 11 = - 1'466)	0.5
10.	Autres frais professionnels pour l'année 2022, max.	- 4'000	- 4'000 (aussi correct: - 4'000 : 12 x 11 = - 3'666)	0.25
11.	Déduction 3ème pilier a	- 6'500	- 6'500	0.25
12.	Déduction pour assurances pour l'année 2022, max.	- 1'700	- 1'700 (pas de conversion, déduction à concurrence de)	0.25

Question 2

Calcul du montant d'impôt 2022	CHF	Points
Pour CHF 176'000 Reste: 190'000 - 176'000 = 14'000 14'000 / 100 = 140 140 x 13.20	10'393.60 1'848.00	
Montant d'impôt fédéral direct 2022 à payer	12'241.60	0.75

Question 3

☒ **Assujettissement annuel** ☐ Assujettissement inférieur à une année **0.25 point**

Solution du cas 5 (3.0 points)

Question 1

Élément		Montant en CHF	Calcul du gain immobilier imposable	Points
Prix de vente net		1'200'000	1'200'000	0.25
Virement du solde		760'000	0	0.25
Valeur vénale 2012		950'000	0	0.25
Prix d'acquisition du père		675'000	- 675'000	0.25
Dépenses du père valant plus-values		25'000	- 25'000	0.25
Travaux totaux J. Perrin	50'000		0	0.25
• dont valant entretien		30'000	0	0.25
• dont valant plus-value		20'000	-20'000	0.25
Pénalité versée à la banque		12'000	- 12'000	0.25
Intérêts hypothécaires		7'000	0	0.25
Gain immobilier imposable			468'000	

Question 2

Est-ce qu'un tel achat pourrait avoir des conséquences sur l'impôt sur les gains immobiliers du canton de Fribourg ?

☒ Oui, pour la variante : **a)** ☐ Non **0.25 point**

Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023 Fiscalité, problème 2	SOLUTION	Page 6 sur 11
---	-----------------	---------------

Si oui, indiquez pour quelle variante et sur quelle disposition légale reposent ces conséquences (Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes [LHID]). Donnez l'article, l'alinéa et – si existants – la lettre, le chiffre, etc. de la disposition concernée.

Disposition légale :

Art. 12 al. 3 let. e LHID

0.25 point

Si non, soit sans conséquence, motivez également votre position :

-

Solution du cas 6 (1.5 points)

Cocher	Lettre	Variante de solution	Points
	A	L'affirmation 1 est correcte, les autres affirmations sont fausses.	
X	B	Les affirmations 1 et 3 sont correctes, l'autre est fausse.	1.5
	C	Toutes les affirmations sont fausses.	
(X)	D	L'affirmation 3 est correcte.	0.75

Solution du cas 7 (4.25 points)

Situation	Réponse	Points
1) Dans le cadre de l'assainissement d'une société de capitaux, les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas pu être déduites du bénéfice peuvent aussi être portées en déduction.	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Base légale LIFD art. 67 al. 2	0.25 0.5
2) A l'occasion d'un héritage, Vinum SA a reçu un legs en argent. Ce versement est imposable en tant que bénéfice extraordinaire.	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> Base légale LIFD art. 60 al. 1 let. c ou LIFD art. 60 let. c (sans alinéa)	0.25 0.5
3) Dans le cas d'un remploi, les sociétés de capitaux peuvent reporter les réserves latentes sur un bien de remplacement. Cela vaut-il aussi pour des biens qui ne servent que de placement ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> Base légale LIFD art. 64 al. 3 ou LIFD art. 64 al. 1 ou 3 (LIFD art. 30 pas correct = personnes physiques)	0.5 0.5

4) Une partie du prêt de l'actionnaire est requalifiée en tant que capital propre dissimulé auprès de Patrimoine SA. Les intérêts passifs payés sur le capital propre dissimulé sont ajoutés au bénéfice imposable.	OUI <input checked="" type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	0.5
	Base légale LIFD art. 65 al. -		0.5
5) L'agence de voyage Horizons SA a été fondée le 1er juillet 2022. Le premier bouclement des comptes est intervenu au 31 décembre 2022. Durant cette période, Horizons SA présente un bénéfice net de CHF 10'000. Ce bénéfice net doit être converti pour définir le taux applicable (progressivité).	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>	0.25
	Base légale LIFD art. 80 al. 1		0.5

Solution du cas 8 (6.0 points)

- Une personne morale étrangère qui transfère son siège de l'étranger en Suisse se constitue, dès son arrivée, un assujettissement en raison d'un rattachement 11.
- La période fiscale correspond à l'4. Chaque 8, excepté l'année de fondation, les comptes doivent être clos et un bilan et un compte de résultats établis.
- L'impôt sur le bénéfice a pour objet le 13. En vertu du 9, l'administration fiscale doit se baser sur les comptes commerciaux, pour autant que ces derniers soient conformes aux prescriptions du droit comptable.
- Les 1 des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition qu'ils soient comptabilisés. Des 14 peuvent être constituées à la charge du compte de résultat, notamment pour les engagements de l'exercice dont le montant est encore indéterminé. Les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse sont 10 en tant que charges justifiées par l'usage commercial.
- Les 17 des sept 4 précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice net de cette période, à condition qu'elles n'aient pas pu être prises en considération lors du calcul du bénéfice net imposable de ces années.
- Pour autant que certaines conditions soient remplies, l'6 d'une société de capitaux ou d'une coopérative est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des droits de participation et le 13 total.

Solution du cas 9 (7.0 points)

Répartition du capital	TOTAL	Zürich	Pts	Bâle	Pts	Berne	Pts	Pts
Actifs localisés	750	450	0.75	120	0.25	180	0.25	1.25
Comptes mobiles	260	60	0.25	100	0.25	100	0.25	0.75
Participation dans société fille	40	40	0.75	0	0	0	0	0.75
Total actifs	1'050	550		220		280		
Capital imposable	150						0.75	0.75

Attribution des points :

- Actifs localisés : Zürich 0.75 point (sans ou réserves latentes incorrectes 0.25 point), autres cantons à chacun 0.25 point
- Comptes mobiles 0.25 point par canton
- Capital imposable : prise en compte des réserves latentes imposées 0.75 point (sans ou réserves latentes incorrectes = aucune attribution de point)

Question complémentaire :

Selon les quotes-parts d'actifs ou en pourcentage des actifs ou selon le lieu de situation des actifs

0.5 point

Répartition du bénéfice	TOTAL	Zürich	Bâle	Berne	Points
Bénéfice selon compte de résultat	120	96	18	6	
Quotes-parts par canton bénéficiaire	100.00%	80.00%	15.00%	5.00%	1.50
Bénéfice total de l'année	120	96	18	6	
Compensation des pertes antérieures	- 20				0.75
Bénéfice imposable selon quotes-parts par canton bénéficiaire	100	80	15	5	0.75

Attribution des points :

- Points par quotes-parts et pour le bénéfice imposable : pour chaque canton 0.5 point pour chacun des 2 critères (au total : 3 pts, 1.5 pts pour les quotes-parts par canton + 1.5 pts pour les bénéfices imposables par canton).
- Dans le cas où – sans indication des quotes-parts de bénéfice – le bénéfice après report des pertes est correctement réparti entre les cantons, la totalité des 3 points est attribuée (1.0 point par canton)

Partie B
Impôt anticipé

Les problèmes doivent être résolus exclusivement sous l'angle de la loi fédérale sur l'impôt anticipé et son ordonnance (LIA et OIA).

Solution du cas 10 (5.5 points)

Les actions de la société Fariva SA dont le siège est à Genève sont détenues comme suit :

- 35%, Monsieur Riva Fabrice, Genève
- 25%, Bastrev SA, Lausanne
- 25%, Frango GmbH, München (Deutschland)
- 15%, Chalo Ltd, Nassau (Bahamas)

A l'occasion de l'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin 2022, les actionnaires de Fariva SA décident de liquider la société. Le bilan de Fariva SA avant opérations de liquidation s'établit comme suit :

	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>
Liquidités	CH 30'000.00	
Véhicules (valeur vénale CHF 100'000.00)	CHF 70'000.00	
Autres actifs (valeur vénale CHF 100'000.00)	CHF 100'000.00	
Immeuble (valeur vénale CHF 1'200'000.00)	CHF 700'000.00	
Frais de liquidation à payer (justifiés)		CHF 30'000.00
Provision travaux de garanties (non justifiée)		CHF 70'000.00
Prêt hypothécaire		CHF 300'000.00
Capital-actions		CHF 300'000.00
Réserves issues d'apports en capital (validées par l'AFC)		CHF 100'000.00
Bénéfice reporté et réserves issues du bénéfice		CHF 50'000.00
Bénéfice 2022 (impôts y relatif déjà comptabilisés)		CHF 50'000.00
	<u>CHF 900'000.00</u>	<u>CHF 900'000.00</u>

Questions et problèmes :

- a1) Veuillez déterminer l'excédent de liquidation total partant que des tiers indépendants se sont engagés à reprendre les actifs non liquides de la société aux valeurs vénales. Il doit être tenu compte d'une charge fiscale liée aux impôts directs (impôt fédéral direct, impôts cantonal et communal) de 15% sur les réserves latentes déterminées (les impôts directs sur le bénéfice avant opérations de liquidation ont déjà été comptabilisés).

Bénéfice reporté	CHF 50'000.00
+ Bénéfice 2022	CHF 50'000.00
+ RL véhicules	CHF 30'000.00
+ RL Immeuble	CHF 500'000.00
+ RL Travaux garanties	CHF 70'000.00
./. 15% impôts directs sur dissolution réserves latentes	(CHF 90'000.00)
= Excédent de liquidation imposable	<u>CHF 610'000.00</u>

a2) Veuillez calculer l'impôt anticipé dû.

35% d'impôt anticipé sur CHF 610'000.00 = CHF 213'500.00

b) Comment la société Fariva SA doit-elle remplir son obligation fiscale par rapport à l'excédent de liquidation ainsi déterminé ? (choisir la variante la plus favorable pour chaque actionnaire).

Riva Fabrice, Genève :	Retenue / paiement de l'impôt anticipé
Bastrev SA, Lausanne :	Procédure de déclaration
Frango GmbH, Deutschland :	Procédure de déclaration
Chalo Ltd, Bahamas :	Retenue / paiement de l'impôt anticipé

c) Les actionnaires à qui l'impôt anticipé a été retenu peuvent-ils faire valoir leurs droits au remboursement de l'impôt anticipé ? Auprès de quelles administrations doivent-ils respectivement s'adresser ? Si le droit au remboursement n'est pas possible, veuillez brièvement en expliquer la raison.

Riva Fabrice, Genève :	Oui / canton de domicile
Bastrev SA, Lausanne :	Pas relevant
Frango GmbH, Deutschland :	Pas relevant
Chalo Ltd, Bahamas :	Non / pas de CDI, paradis fiscal

Solution du cas 11 (4.5 points)

La société Bidalin SA a été constituée en 2014 avec un capital-actions de CHF 100'000.00. En 2021, les actionnaires de Bidalin SA ont procédé à une augmentation de capital-actions par un versement de CHF 2'400'000.00 (agio compris). Le capital-actions se monte désormais à CHF 2'000'000.00. Durant l'exercice 2020 les actionnaires de Bidalin SA ont d'autre part effectué des versements à fonds perdus de CHF 300'000.00, comptabilisés dans un compte général réserves libres. Le droit de timbre d'émission a été acquitté correctement.

Au 31 décembre 2021 le bilan de Bidalin SA se présente comme suit :

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF
Divers actifs	3'223'000	Divers actifs	2'000'000
		Agio	500'000
		Réserves libres	500'000
		Bénéfice reportés	223'000
	<u>3'223'000</u>		<u>3'223'000</u>

En mars 2022 la société Bidalin SA présente à l'Administration fédérale des contributions une demande pour faire valider les réserves issues d'apports en capitaux au 31 décembre 2021.

Questions et problèmes :

- a1) De manière générale, quelles sont les 4 conditions à remplir pour qu'un remboursement d'agio aux actionnaires ne soit pas soumis à l'impôt anticipé ?

Apports effectués après le 31 décembre 1996

Apports effectués par les actionnaires directs

Comptabilisation sur un compte spécial

Communication de toute modification sur ce compte spécial à l'AFC

- a2) Citez l'article de loi.

Article 5 lettre 1^{bis} LIA

- b) Quelles sont les réserves issues d'apport de capital que la société Biladin SA peut faire valoir selon son bilan au 31 décembre 2021 ?

Agio de CHF 500'000.00

- c) Quelles modifications la société doit-elle effectuer pour que les apports à fonds perdus de CHF 300'000.00 soient également reconnus comme réserves issues d'apports de capital ?

Transférer les CHF 300'000.00 des réserves libres dans les réserves issues d'apport en capital et présentation correcte dans le bilan.

Solution du cas 12 (2.0 points)

Veuillez répondre brièvement aux questions suivantes en indiquant les articles de loi :

- a) Quelles sont les prescriptions respectives en matière de perception et de remboursement de l'impôt anticipé ?

Perception : **5 ans**

Article de loi : **17 LIA**

Remboursement : **3 ans**

Article de loi : **32 LIA**

- b) Auprès de quelle administration les personnes morales domiciliées en Suisse doivent-elles présenter leurs demandes de remboursement de l'impôt anticipé ?

Administration fédérale des contributions

Article de loi : **30 alinéa 2 LIA**



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Salaires et assurances sociales

Durée d'examen 1 heure

Points 50 points (Répétant(e)s)

Problème 1

6 points

Définissez le salaire annuel assujéti à l'AVS de ces collaborateurs(trices) d'une entreprise pour l'année **2022**. Chaque case doit être obligatoirement complétée ; les cases laissées vides reçoivent une note de 0 point.

Personne	Année de naissance	Activité	Informations complémentaires	Versement 2022	Salaire AVS annuel soumis en 2022
Sandro Meister	2006	Apprenti	Néant	Salaire mensuel : CHF 500.00 (x 13)	CHF 0.00
Eva Steiner	1987	Comptable	Incapacité de travail à 100% à la suite d'une maladie au mois de juillet 2022.	Salaire mensuel : CHF 5000.00 (x 13) Indemnités journalières en cas de maladie de CHF 4000.00 pour juillet 2022. Madame Steiner a perçu l'intégralité de son salaire (100%).	CHF 61 000.00 = (5000 x 13) - 4000 = 65 000 - 4000
Roger Aebi	1972	Facteur	Rentier AI à 100%. Travaille bénévolement comme facteur.	Salaire mensuel : CHF 0.00 Rente AI par mois : CHF 1537.00	CHF 0.00
Lea Klein	1959	CEO, propriétaire	Néant	Salaire mensuel : CHF 14 400.00 (x 13) Participation bénéfices : CHF 25 000.00 Frais effectifs : CHF 4000.00	CHF 212 200.00 = (14 400 x 13) + 25 000 = 187 200 + 25 000
Marc Meyer	1994	Étudiant à temps plein, travaille comme auxiliaire en juillet et août	Marc Meyer souhaite que son employeur procède au décompte des cotisations AVS.	Salaire mensuel : CHF 1100.00 (aucun droit à un 13 ^e salaire au prorata)	CHF 2200.00 = 1100 x 2
Lars Kunz	1957	Collaborateur communication	Âgé de 65 ans depuis le 15 mars 2022. Continue de travailler à temps plein.	Salaire mensuel : CHF 7400.00 (x 13)	CHF 83 600.00 (7400 x 13) - (1400 x 9) = 96 200 - 12 600

Par case correctement remplie = 1 point, 6 points au total

Problème 2

2 points

Cochez le statut en matière de cotisations AVS des personnes ci-dessous du point de vue de la caisse de compensation pour l'année 2022. Date de référence 31 décembre 2022.

Une croix seulement par problème. Si vous cochez plusieurs cases par personne, une note de 0 point sera attribuée pour ce problème.

Personnes	Statut en matière de calcul des cotisations AVS du point de vue de la caisse de compensation en 2022
Sascha Meister, célibataire, né en 1958, est parti à la retraite anticipée le 1 ^{er} novembre 2021 et perçoit sa rente AVS. Il a complètement arrêté son activité lucrative et profite de sa retraite.	<input type="checkbox"/> Salarié <input checked="" type="checkbox"/> <i>Sans activité lucrative</i> <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Exempté de cotisations <input type="checkbox"/> Non soumis aux cotisations AVS
Laura Keiser, née en 1974, ne peut plus travailler en raison d'une maladie grave. Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, elle perçoit une rente AI entière versée par l'assurance-invalidité. Madame Keiser est mariée. Son mari travaille avec un taux d'occupation de 100% et perçoit un salaire annuel brut soumis à l'AVS d'un montant de CHF 105 000.00.	<input type="checkbox"/> Salariée <input type="checkbox"/> Sans activité lucrative <input type="checkbox"/> Indépendante <input checked="" type="checkbox"/> <i>Exemptée de cotisations</i>
Max Burkhalter, né en 2003, étudie la gestion d'entreprise à temps plein à l'Université de Berne après avoir terminé le gymnase. Durant les mois d'été, il travaille dans quatre festivals de musique, où il ne perçoit aucun salaire, mais reçoit une entrée gratuite au festival.	<input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Sans activité lucrative <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Exempté de cotisations <input checked="" type="checkbox"/> <i>Non soumis aux cotisations AVS</i>
Charlotte Schöni, née en 1981, travaille avec un taux d'occupation de 100% chez Gross SA et perçoit un salaire annuel brut soumis à l'AVS de CHF 85 000.00. Le 15 juin 2021, elle a été victime d'un accident et est depuis en incapacité de travail à 100%. Conformément aux dispositions du droit du travail, l'employeur reverse simplement les indemnités journalières en cas d'accident, à l'exclusion de tout versement de salaire à titre complémentaire.	<input type="checkbox"/> Salariée <input checked="" type="checkbox"/> <i>Sans activité lucrative</i> <input type="checkbox"/> Indépendante <input type="checkbox"/> Exemptée de cotisations <input type="checkbox"/> Non soumise aux cotisations AVS

*Pas de points négatifs, par case correctement remplie = 0,5 point, 2 points au total
Si plusieurs cases sont cochées dans un problème = 0 point pour ce problème*

Problème 3

4 points

Votre supérieur vous charge de préparer la déclaration annuelle de la masse salariale pour l'année 2022 à adresser à la caisse de compensation ainsi qu'à la caisse d'allocations familiales. Calculez, pour l'année 2022, la contribution aux frais d'administration due à la caisse de compensation ainsi que la cotisation CAF.

Masse salariale brute soumise à l'AVS de tous(tes)
les collaborateurs(trices) en 2022

CHF 11 546 849.00

Taux de contribution aux frais d'administration

1,5%

Taux de cotisation CAF

1,2%

	Calcul	Résultat
Contribution aux frais d'administration en CHF	$11\,546\,849.00 \times 10,6\% =$ $1\,223\,966.00 \times 1,5\% =$	CHF 18 359.50
Cotisation CAF en CHF	$CHF\,11\,546\,849.- \times 1,2\% =$	CHF 138 562.20

Pas d'erreurs consécutives, seul le résultat est noté, par résultat correct = 2 point, 4 points au total

Problème 4

3 points

En tant que collaboratrice/collaborateur controlling, vous êtes responsable de la comptabilisation correcte des données dans le système de gestion du personnel. Au mois de décembre 2022, une allocation de maternité a été versée à une collaboratrice. Vous avez dû contrôler le montant avant de comptabiliser la prestation dans le système. Calculez le montant de l'allocation.

- a) Kerstin Oettinger travaille dans l'entreprise depuis 3 ans. Son salaire annuel brut soumis à l'AVS s'élève à CHF 75 000.00 (y c. le 13^e salaire). Le 8 septembre 2022, elle a mis au monde son second enfant ; elle a pu quitter l'hôpital après 4 nuits à peine. Elle a pris le congé de maternité maximum. Calculez l'allocation de maternité pour toute la durée versée à l'employeur, y compris les cotisations aux assurances sociales.

Détaillez la méthode de calcul utilisée. Les résultats intermédiaires doivent être arrondis au centime près, et le résultat final, à 5 centimes près conformément aux usages commerciaux.

Calcul	Résultat
$75\,000.00 : 12 = 6250.00$ $6250.00 : 30 \text{ (0,5 point)} = 208.33$ $208.33 \times 80\% \text{ (0,5 point)} = 166.66 \text{ (167.67)}$ $166.66 \times 98 \text{ (0,5 point)} = 16\,333.33 \text{ (16\,333.66)}$ $16\,333.33 \text{ (16\,333.66)} + 6.4\% \text{ (0,5 point)} =$	<p>CHF 17 378.65 (CHF 17 379.00)</p>

Indication relative à la correction : sans la méthode de calcul utilisée 0 point ; 0 point si division par 365, étant donné que l'étape de calcul par 12 n'est pas notée, 2 points au total

Les résultats 17 378.65 et 17 379.00 sont tous deux corrects

Également correct : si base de calcul CHF 167.20 selon tableau APG = résultat 17 434.30

- b) Après de quelle assurance sociale Kerstin Oettinger est-elle coassurée en exemption de cotisations durant le congé de maternité légal ?

Une seule réponse est correcte ; le résultat sera de 0 point si vous cochez plusieurs cases.

- ☐ Assurance-vieillesse et survivants (AVS)
☐ Régime des allocations pour perte de gain (APG)
☒ Assurance-accidents (AA) (0,5 point)
☐ Assurance-chômage

- c) Au mois de décembre également, le collaborateur Sven Keller a dû partir au service militaire. L'employeur a perçu une allocation pour perte de gain pour la période du service militaire (du 1^{er} au 30 décembre 2022). Lors de votre contrôle, vous vous rendez compte que le montant de l'allocation max. par jour ne correspond pas à l'allocation max. de maternité par jour. Expliquez cette différence.

Avec l'allocation pour perte de gain en lien avec le service militaire, une allocation pour enfants (0,5 point) de CHF 20 par jour et par enfant peut aussi être versée. Avec l'AMat, cette prestation dans le cadre de la LAPG n'est pas versée.

Pas de points si les montants de CHF 245 pour les APG en lien avec le service militaire et de CHF 196 pour l'AMat sont mentionnés, car ce qui est demandé, c'est d'expliquer pourquoi l'allocation est plus élevée.

Problème 5

2 points

- a) Le 30 juin 2022, Stefan Wegmüller a perdu son emploi en raison d'une réorganisation. Il a travaillé pendant 3 ans au sein de l'entreprise et y percevait, avec un taux d'occupation de 100%, un salaire annuel brut soumis à l'AVS de CHF 154 000.00 (y c. le 13^e salaire). Stefan Wegmüller est marié et a deux enfants âgés de 3 et 4 ans.

Calculez l'indemnité journalière que Stefan Wegmüller a perçue de l'assurance-chômage. Détaillez la méthode de calcul utilisée. Les résultats intermédiaires doivent être arrondis au centime près, et le résultat final, à 5 centimes près conformément aux usages commerciaux.

148 200.00 (0,5 point) : 12 : 21,7 (0,5 point) x 80% (0,5 point) = CHF 455.30

- b) Durant sa période de chômage, Stefan Wegmüller est tombé gravement malade, et son médecin de famille l'a déclaré en incapacité de travail à 100% du 1^{er} novembre 2022 au 30 avril 2023.

Pendant combien de temps Stefan Wegmüller perçoit-il encore une indemnité journalière de chômage durant son incapacité de travail ?

Pendant la durée de l'incapacité de travail en raison d'une maladie, l'indemnité journalière n'est versée encore tout au plus que pendant 30 jours (0,5 point).

Problème 6

7 points

La société fiduciaire Meier S.à r.l. emploie quatre personnes. Pia Lacher est l'une d'elles.

Pia Lacher / année de naissance 2000 / salaire annuel CHF 72 000.00

Taux d'occupation 100% / célibataire, un enfant – allocation pour enfants CHF 250.00 par mois

- a) La fiduciaire Meier S.à.r.l. peut-elle contracter l'assurance-accidents auprès d'une société d'assurance privée, ou l'employeur doit-il obligatoirement se soumettre à la SUVA pour la protection contre les accidents ?

Expliquez la situation en quelques mots et mentionnez la loi (sans l'article) qui définit les assujettissements en relation avec l'assurance-accidents obligatoire.

La fiduciaire Meier S.à.r.l. peut souscrire une police d'assurance-accidents auprès d'une société d'assurance privée. Conformément à l'art. 66 LAA, la fiduciaire n'est pas une entreprise soumise à la SUVA. (2 points)

- b) Le lundi 6 mars 2023, à 7h30, Pia Lacher est victime d'un accident à vélo sur le chemin du bureau. Elle a été en incapacité de travail jusqu'au dimanche 19 mars 2023. Les circonstances de l'accident sont décrites comme suit dans la déclaration d'accident : « A chuté à vélo sur la route principale. » L'assurance-accidents n'accepte pas cette déclaration d'accident.

Énumérez les cinq éléments caractéristiques d'un accident. Le nombre maximum de points n'est accordé que si toutes les caractéristiques sont mentionnées. Il n'est attribué aucun demi-point.

Soudaineté, caractère involontaire, atteinte dommageable au corps humain, cause extérieure, caractère extraordinaire (2 points)

(Selon la définition légale est réputée accident toute atteinte dommageable, soudaine et involontaire, portée au corps humain par une cause extérieure extraordinaire qui compromet la santé physique, mentale ou psychique ou qui entraîne la mort.)

- c) Pour Pia Lacher, l'employeur perçoit un montant total d'indemnités journalières en cas d'accident de CHF 1735.90. Ce montant n'est pas correct. Corrigez le montant et expliquez votre correction en deux ou trois mots.

*Salaire annuel Pia Lacher CHF 72 000 / 365 * 80% * 11 jours = 1735.89 (1735.90)*

Allocations pour enfant CHF 3000

*Salaire assuré total CHF 75 000 / 365 * 80% = 164.38 (164.40)*

Indemnité journalière en

*cas d'accident correcte 11 * 164.38 = CHF 1808.18 (1808.20)*

Nombre de jours

d'accident 9.3.-19.3.2023 = 11 jours

L'assurance-accidents n'a pas tenu compte des allocations pour enfants.

(Total 3 points)

Problème 7

4 points

La petite menuiserie Holz SA compte cinq collaborateurs(trices). Elle a conclu une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie à hauteur de 100% à partir du 30^e jour pour ses collaborateurs(trices). Pendant les jours d'attente, l'employeur paie 100% du salaire.

- a) Un collaborateur est en incapacité de travail durant trois mois à la suite d'une maladie grave. Pendant le deuxième mois de maladie, le collaborateur perçoit un salaire supérieur à celui du premier mois de maladie.

Expliquez en quelques mots les raisons de ces différences de montant dans les salaires versés.

Le premier mois, le collaborateur perçoit un salaire soumis à l'AVS. Les indemnités journalières en cas de maladie versées à partir du deuxième mois sont exemptées de cotisations AVS, ce qui explique que le collaborateur reçoive un salaire supérieur à ce qu'il percevrait s'il était resté en bonne santé.

(2 points)

- b) Indiquez une mesure qui permet d'éviter que les collaborateurs(trices) ne perçoivent, en cas de maladie, un salaire supérieur à ce qui leur serait versé si elles ou ils étaient en bonne santé.

- Réduire les prestations d'assurance à 80 ou 90%

- Spécifier par écrit dans le contrat de travail ou dans le règlement du personnel que seul le salaire net est versé en cas de maladie (compensation de salaire net).

(1 point)

- c) Un collaborateur quitte Holz SA le 31 mars 2023. En février, il reçoit de son supérieur une notice intitulée « Droit de passage dans l'assurance individuelle d'indemnités journalières en cas de maladie ».

Précisez le délai dans lequel ce collaborateur sortant doit faire usage de ce droit de passage dans l'assurance individuelle.

3 mois (autre réponse juste : 90 jours)

(1 point)

Problème 8

5 points

La prévoyance professionnelle de Holz SA a ancré un taux de conversion de 6,0% pour la prévoyance vieillesse dans son règlement de caisse de pension.

- a) En matière d'épargne vieillesse, ce taux de conversion est-il l'indication d'une caisse en primauté des cotisations ou d'une caisse en primauté des prestations ? Notez la notion qui vous paraît juste.

Caisse en primauté de cotisations (2 points)

- b) Le taux de conversion de 6% est-il l'indication d'une solution de caisse de pension obligatoire ou surobligatoire ? Expliquez votre réponse en quelques mots.

Solution de CP surobligatoire. Le taux de conversion obligatoire selon la LPP est de 6,8%. Un taux de conversion inférieur est l'indication d'une solution d'assurance surobligatoire. Les prestations de vieillesse basées sur le taux de conversion inférieur doivent correspondre au minimum aux prestations légales prévues par la LPP. Un taux de conversion de 6% n'est dès lors possible que si le salaire assuré ou les avoirs de vieillesse sont supérieurs à ce que prévoit la loi. (2 points)

- c) Cochez l'affirmation qui vous paraît juste :

x Le taux de conversion est un facteur en pourcentage. Ce taux sert, au moment du départ à la retraite, à convertir le capital épargne (avoir de vieillesse) en une rente annuelle.

☐ Le taux de conversion est utilisé pour la rémunération du capital de vieillesse.

☐ Le taux de conversion permet d'adapter la rente de vieillesse au renchérissement.

(Réponse correcte 1 point)

Problème 9

4 points

Urs Schmid est directeur de l'entreprise « Smart & Future ». Son revenu mensuel est de CHF 15 000.00 ; il perçoit aussi un 13^e salaire en fin d'année. Ses frais sont remboursés sur présentation de justificatifs. Urs Schmid partira à la retraite en décembre de cette année. Il n'est malheureusement plus parvenu à compenser son avoir total de vacances de 4 jours ainsi que ses heures supplémentaires de 21 heures. La société « Smart & Future » est un employeur ouvert au progrès. Les collaborateurs(trices) ont 6 semaines de vacances et travaillent 35 heures par semaine. La prime LPP totale de 18% est supportée à 60% par l'employeur. Comme tous(tes) les autres collaborateurs(trices) de « Smart & Future », Urs Schmid n'est assuré que dans le régime obligatoire LPP.

Calculez son indemnité pour l'avoir de vacances :

CHF 15 000 x 13 / (52 x 35) = CHF 107.14 par heure
4 jours de vacances = 35 / 5 x 4 = 28 heures d'avoir de vacances
28 heures à 107.14 = CHF 2999.92 (3 000)
CHF 15 000 x 13 / 260 = 750.00 x 4 jours de vacances = CHF 3000

Alternative
CHF 15 000 x 13 / 261 = 747.13 x 4 jours de vacances = CHF 2988.50

(2 points)

Calculez l'indemnité pour les heures supplémentaires accumulées ; celle-ci sera versée avec un supplément de 20%.

CHF 107.14 x 21 x 1,2 = CHF 2699.93 (2699.95 ; 2700)

(2 points)

Problème 10

7 points

Établissez le décompte de salaire d'Urs Schmid pour le mois de décembre 2022.

Les montants doivent être arrondis à cinq centimes près conformément aux usages commerciaux.
Un résultat correct sans base donne 0 point.

Désignation	Base	Taux	Montant	Total	
Salaire 100%			15 000.00		
13 ^e salaire			15 000.00		
Paiement des heures supplémentaires			2 700.00		(0,5)
Paiement des vacances lors du départ			3 000.00		(0,5)
Salaire brut				35 700.00	
AVS / AI / APG	35 700.00	5,30%	1 892.10		(1)
AC 1	12 350.00	1,10%	135.85		(1)
AC 2	23 350.00	0,5%	116.75		(1)
Régime obligatoire LPP	5 078.75	7,2%	365.65		(1)
ANP	12 350.00	1,50%	185.25		(1)
Indemnité journalière en cas de la maladie	35 700.00	1,20%	428.40		(1)
Total déductions				3 124.00	
Salaire net / versement				32 576.00	

Tenir compte des erreurs consécutives dans un autre calcul de vacances et d'heures supplémentaires.

Problème 11

6 points

Indiquez si les affirmations suivantes sont justes (J) ou fausses (F). (Total 5 points)

Affirmation	Juste (J)	Fausse (F)
L'employeur peut demander de verser le 13 ^e salaire en 12 tranches mensuelles.	X	
Si les affaires sont mauvaises, l'employeur a le droit de réduire, voire de supprimer le 13 ^e salaire.		X
L'employeur n'est pas tenu d'indemniser l'avoir de vacances accumulé au départ de la collaboratrice ou du collaborateur.		X
Les collaborateurs(trices) peuvent déduire les versements dans le pilier 3a du revenu imposable jusqu'à un certain montant.	X	
À la demande de la collaboratrice ou du collaborateur, un possible montant de rachat peut être directement déduit du salaire et versé à la caisse de pension.	X	
Si les deux parents exercent une activité lucrative, deux allocations pour enfants sont versées par enfant.		X
Le capital du pilier 3a peut être versé au plus tôt à l'âge de 65 ans.		X
L'avoir de vieillesse auprès de la caisse de pension peut être mis en gage pour l'acquisition d'un logement en propriété.	X	
Un rachat dans la caisse de pension surobligatoire est possible sans aucune limite.		X
Une lacune de cotisations AVS peut être comblée à tout moment avec effet rétroactif par un versement complémentaire.		X

10 x 0,5 point = 5 points au total

Un collaborateur aimerait effectuer un rachat dans le pilier 3a afin d'optimiser les impôts. Cochez les deux affirmations qui vous paraissent justes. (Total 1 point / si plus de deux cases cochées = 0 point).

Le montant dépend du produit choisi.	
Le montant déductible pour les personnes ayant un 2 ^e pilier est limité à CHF 8663.00 par an.	
Jusqu'au montant max. possible, le versement peut être divisé en plusieurs tranches.	X (0,5)
Le montant déductible est limité à 20% du revenu professionnel annuel pour les personnes exerçant une activité lucrative qui ne sont affiliées à aucune institution de prévoyance selon l'art. 80 LPP et au maximum à 40% par an du montant maximum mentionné à l'art. 8, al. 1 LPP.	X (0,5)



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

Droit

Durée d'examen 1 heure

Nombre de points 50

Solution

1. Droit des personnes / partie générale du CO / droit des contrats / droit des sociétés

1.1. Complétez les deux phrases suivantes :

La capacité juridique est la capacité à
des droits et obligations

avoir

1/2

La capacité juridique est la capacité à
des droits et obligations par

fonder

sa propre action

1/2

1.2. **État de fait :** Mark G., qui a postulé à un poste de comptable chez Tecon SA, devait, selon un courrier du chef du personnel en date du 21 février, annoncer au plus tard le 28 février s'il souhaitait prendre le poste au 1^{er} avril. Mais puisqu'il avait aussi postulé auprès d'une autre entreprise, il voulait attendre la réponse de celle-ci.

Lorsqu'il rentre chez lui le vendredi 28 février à 19h30, il trouve dans sa boîte aux lettres le refus de l'autre entreprise. Il envoie donc le jour-même, à 21h00, l'e-mail suivant à Tecon SA : « J'accepte volontiers votre offre d'emploi. »

Le lundi 3 mars, Mark G. reçoit un e-mail avec le contenu suivant : « Dans la mesure où vous n'avez pas accepté notre offre dans le délai imparti, nous avons le regret de vous informer que nous allons pourvoir le poste vacant par une autre candidate. »

a) Évaluez la portée juridique du courrier du chef du personnel de Tecon SA en date du 21 février. Une seule affirmation est correcte.

☐ une invitation à faire une offre pour une durée déterminée

☐ une offre à durée indéterminée

☐ une invitation à faire une offre pour une durée indéterminée

☐ un courrier sans valeur juridique contraignante

2

☒ une offre à durée limitée

☐ une déclaration d'acceptation

État de fait : Mark. G considère qu'il a conclu un contrat de travail valable avec Tecon SA, puisqu'il a répondu dans le délai imparti.

b) Mark G. a-t-il raison du point de vue juridique ? Justifiez votre réponse.

Mark G. se trompe (1/2 point). Sa déclaration d'acceptation aurait dû parvenir à Tecon SA le dernier jour du délai, pendant les horaires de travail usuels. Un e-mail envoyé à 21 h arrive donc trop tardivement (art. 79 CO). (1 1/2 point)

2

1.3. **État de fait :** Verena G. a reçu le 17 février 2023 une facture avec les conditions de paiement suivantes : « 10 jours 2% d'escompte, 30 jours net ». Le 15 mars 2023, elle reçoit une interpellation de l'émetteur de la facture.

Verena G. a-t-elle été mise en demeure par cette interpellation ? Répondez à la question à l'aide de l'art. 102 CO et justifiez votre réponse.

Verena G. n'est pas mise en demeure (1/2 point). La mise en demeure présuppose qu'une dette (engagement) soit arrivée à échéance, ce qui n'est pas le cas le 15 mars compte tenu du délai de paiement de 30 jours (1 1/2).

2

- 1.4. **État de fait :** la comptable d'Import/Export S.à r.l. a été licenciée en bonne et due forme au 31 janvier 2023 au motif que les contributions patronales dues pour elle au titre du 2^e pilier seraient trop élevées, puisqu'elle est âgée de 57 ans. Il est donc prévu de confier son poste à une personne plus jeune, coûtant moins à l'entreprise.

Le 6 février 2023, l'employée licenciée s'adresse à un avocat pour lui demander si elle peut faire quelque chose contre son employeur. L'avocat lui explique qu'il considère ce licenciement comme abusif. Si elle était venue le voir plus tôt, il aurait pu faire quelque chose contre le licenciement. Maintenant, il est trop tard.

- a) Pourquoi est-ce trop tard maintenant ? Expliquez comment la comptable aurait dû réagir au licenciement pour que l'avocat puisse aujourd'hui, c'est-à-dire après l'expiration du délai de congé, engager une action en justice contre l'employeur.

Elle aurait dû former une opposition écrite (1 point) au licenciement au plus tard à la fin du délai de congé, c'est-à-dire avant le 31 janvier (1 point), auprès de l'employeur. (Art. 336b, al. 1 CO). 2

- b) Citez les articles de loi, avec alinéa et lettres, que l'employeur a manifestement enfreints, de l'avis de l'avocat, en licenciant l'employée avec le motif susmentionné.

Art. 336 al. 1 let. a CO let. c est également juste 2

- c) Si la comptable s'était défendue en temps utile et avec succès contre le licenciement, le tribunal aurait-il pu contraindre l'employeur à maintenir la relation de travail de la comptable ? Veuillez cocher la bonne réponse.

☐ Oui ☒ Non 1

- 1.5. **État de fait :** en 2013 Kevin G. a conclu un bail à loyer d'une durée fixe de 10 ans portant sur des locaux commerciaux en ville de Zurich. Le bail a débuté le 1^{er} août 2013. À l'expiration de la durée de 10 ans, le bail sera tacitement prolongé de 5 ans supplémentaires si l'une des parties au contrat ne le résilie pas dans le respect du délai légal de résiliation.

En fin d'année 2022, Kevin G. a décidé de mettre un terme à l'activité de son magasin pour le 31 juillet 2023 et de résilier le bail à loyer pour cette échéance.

- a) Décidez par une croix dans la case appropriée quelle prescription de forme légale Kevin G. doit respecter lors de la résiliation du bail à loyer :

- ☐ libre, aucune prescription de forme imposée
☒ par écrit (*art. 266f CO*)
☐ par écrit au moyen du formulaire officiel agréé par le canton

1

- b) Déterminez le jour où la résiliation de Kevin G. doit parvenir au plus tard au bailleur, afin que le bail puisse prendre fin le 31 juillet 2023.

Le 31 janvier 2023 (le préavis de résiliation est de 6 mois, art. 266d CO) 2

Hypothèse : Kevin G. a manqué l'échéance à laquelle sa lettre de résiliation aurait dû parvenir au bailleur. Il est ainsi lié par le bail jusqu'au 31 juillet 2028, alors même qu'il cessera l'exploitation de son magasin le 31 juillet 2023.

Il existe toutefois une possibilité pour que Kevin G. puisse se départir du bail au 31 juillet 2023 malgré l'échéance manquée. En fonction de certaines circonstances, il pourrait même résilier le bail avant cette échéance ou à n'importe quelle autre échéance après le 31 juillet 2023.

- c) Décrivez le plus précisément possible à quelle condition Kevin G. disposerait de cette possibilité.

Kevin G. devrait proposer au bailleur un locataire de remplacement acceptable (1 point), qui serait prêt à poursuivre le bail aux mêmes conditions (1 point), (art. 264 CO). (Accepter l'indication d'une éventuelle résiliation extraordinaire selon l'art. 266g CO). **2**

- 1.6. Vous trouvez ci-après des déclarations relatives à la S.à r.l. Décidez par une croix dans la case appropriée laquelle est correcte. Au moins une déclaration est correcte. En l'absence de croix, le problème sera considéré comme non résolu.

- ☐ Dès que le notaire a stipulé l'acte authentique de constitution, la S.à r.l. est fondée.
- ☐ Une société anonyme ne peut être associée d'une S.à r.l. **3**
- ☐ La S.à r.l. doit pouvoir être représentée par une personne ayant son domicile légal en Suisse. Cette personne doit être un associé ou une associée de la S.à r.l.
- ☒ Lorsqu'un associé dispose d'une part sociale de CHF 10 000.–, les statuts peuvent prévoir une obligation d'effectuer des versements supplémentaires de CHF 20 000.– au maximum.

Pour chaque croix fausse ou manquante, déduction de 1 point (déduction maximum de 3 points)

- 1.7. **État de fait :** le capital-actions de Dutoit Groupe SA s'élève à CHF 10 000 000.–, divisé en 10 000 actions nominatives de CHF 500.– nominal et de 100 000 actions nominatives de CHF 50.– nominal.

L'art. 17 des statuts stipule ce qui suit :

« À l'assemblée générale, toutes les actions donnent droit à une voix indépendamment de leur valeur nominale ».

- a) Comment appelle-t-on les actions d'une valeur nominale inférieure à celle des autres actions, mais qui disposent néanmoins à l'assemblée générale d'une voix par action comme les autres actions d'une valeur nominale supérieure ?

Actions à droit de vote privilégié (art. 693 CO) **1**

- b) Les 100 000 actions de CHF 50.– nominal pourraient-elles aussi être émises comme actions au porteur?

☐ oui ☒ non **1**

- c) Quel est le but généralement poursuivi lorsqu'une société émet des actions ayant des valeurs nominales différentes et stipule dans ses statuts que chaque action dispose, indépendamment de sa valeur nominale, d'une voix à l'assemblée générale ?

Un tel dispositif permet de faire en sorte que les actionnaires minoritaires en termes de capital détenu puissent malgré tout contrôler la société.

2

État de fait : lors de l'assemblée générale du 18 août, la votation sur l'adoption des comptes annuels donne le résultat suivant :

(Il s'agit d'une décision ordinaire au sens de l'art. 703 CO)

Actions d'une valeur nom. de 500.–	Nombre de voix	Actions d'une valeur nom. de 50.–	Nombre de voix
Oui	600	Oui	45 300
Non	6 200	Non	20 700
Abstentions	1 600	Abstentions	14 800

- d) Les comptes annuels ont-ils été approuvés avec ce résultat de vote ?
La réponse doit être justifiée. Il faut indiquer la majorité requise.

- ☒ Les comptes annuels ont été approuvés
☐ Les comptes annuels n'ont pas été approuvés

1

*La majorité absolue des actions représentées s'élève à 44 601 voix favorables.
(Actions représentées $89\,200 / 2 + 1 = 44\,601$)
La majorité requise est atteinte avec 45 900 voix favorables.*

2

État de fait : un actionnaire veut contester le résultat de la votation. À son avis, 7 020 voix favorables n'auraient pas dû être prises en considération, car ces actions n'auraient pas été valablement représentées lors de l'assemblée générale du 18 août.

- e) Indiquez le jour civil où l'action en contestation doit être remise au plus tard à l'office de poste.

18 octobre (art. 706a CO)

1

2. Droit matrimonial et droit des successions

2.1. Indiquez, en cochant, à quelle masse de biens les valeurs patrimoniales suivantes doivent être affectées dans le cadre de la liquidation du régime matrimonial.

BPF = biens propres de la femme

AcqF = acquêts de la femme

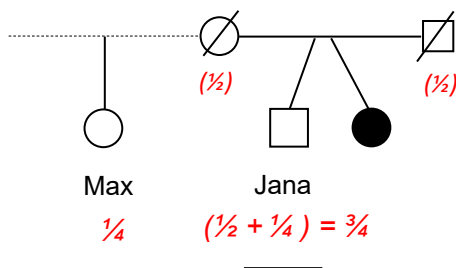
BPH = biens propres de l'homme

AcqH = acquêts de l'homme

- | | BPF | AcqF | BPH | AcqH | |
|--|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------------------|---|
| a) Pour son anniversaire, l'épouse a offert 20 billets de loterie nationale à son mari. L'un des billets lui permet de remporter CHF 10 000.–. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | 1 |
| b) Mme Hug remplace le téléviseur qu'elle avait acheté il y a 10 ans avec le revenu de son travail. Elle finance le nouvel appareil avec des fonds provenant de l'héritage de son défunt mari. | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | 1 |

2.2. **État de fait :** le testateur non marié laisse derrière lui sa sœur Jana et son demi-frère Max, né d'une première union de son père. Le père et la mère du testateur sont morts avant lui.

Indiquez sur la ligne vierge quelles sont approximativement les parts successorales de Max et Jana.



3

1½ point à chaque fois

2.3. **État de fait :** Kevin s'achète une BMW X6 pour CHF 100 000.–. Il finance l'achat avec son héritage à hauteur de CHF 30 000.– et avec les économies accumulées grâce au revenu de son travail à hauteur de CHF 10 000.–. Il se procure les CHF 60 000.– restants auprès de son épouse Maria sous forme de prêt sans intérêt. Maria a rassemblé ces CHF 60 000.– grâce au revenu de son travail.

À la liquidation du régime matrimonial, la BMW X6 a encore une valeur marchande de CHF 32 000.–.

a) À quelle masse la BMW X6 doit-elle être affectée ?

Aux biens propres de Kevin

1
½

b) Prenez position sur l'affirmation suivante et justifiez votre décision :

puisque la BMW X6 a perdu 68% de sa valeur, la créance compensatrice de l'épouse au titre de son prêt de CHF 60 000.– diminue dans cette même proportion.

☐ Cette affirmation est juste

☒ Cette affirmation est fausse

1/2

Justification : *L'épouse bénéficie de la garantie de la valeur nominale selon l'art. 206, al. 1 CC. C'est-à-dire que, en cas de dépréciation, sa créance correspond au montant initial.
) Cf. également la mention à la fin de la page 7

2

3. Poursuite pour dettes et la faillite

3.1. **État de fait** : Georges F. exploitait une boucherie à Horgen ZH jusqu'à fin janvier 2023. Georg F. vit à Wädenswil (ZH). Le 6 février 2023, la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) fait mention de la radiation de l'entreprise individuelle à la suite d'une cessation d'activité.

Le 8 mars 2023, une ancienne vendeuse de Georg F. dépose une réquisition de continuer la poursuite. Elle le poursuit pour trois salaires mensuels qui lui ont été accordés par le tribunal compétent par jugement exécutoire, son licenciement en juillet 2022 ayant été jugé abusif.

a) Décidez par une croix dans la case appropriée, auprès de quel office des poursuites (OP) la vendeuse avait dû introduire, à l'époque, sa réquisition de poursuite.

☒ OP Wädenswil

☐ OP Horgen

1

b) Prenez position par rapport à la déclaration suivante :

Georges F. n'étant aujourd'hui plus inscrit au registre du commerce comme commerçant indépendant, la poursuite sera effectuée par voie de saisie et non de faillite.

Cette déclaration est fausse (1/2 point). Un débiteur radié du registre du commerce est soumis encore pendant six mois à la poursuite par faillite si la réquisition de continuer la poursuite est déposée dans ce délai (1 1/2 point) ; (art. 40 LP).

2

État de fait : Georges F. a formé opposition contre la poursuite engagée par la vendeuse pour le paiement de l'indemnité qui lui a été allouée par le Tribunal. Pour écarter cette opposition, la vendeuse a opté pour la procédure qui la mène le plus rapidement au but.

c) Selon quelle procédure a-t-elle dès lors fait écarter l'opposition ? Veuillez cocher la bonne réponse.

☐ Action en libération de dette

☐ Mainlevée provisoire

☒ Mainlevée définitive

1

☐ Action en reconnaissance de dette

☐ Procès civil ordinaire

3.2. **État de fait** : par décision de la chambre des faillites du Tribunal de district de Winterthour ZH, la faillite de Stéphane H. a été ouverte le 3 mars. Stéphane H. est inscrit au registre du commerce du canton de Zurich comme fondé de procuration d'un bureau fiduciaire. Il n'y a aucune autre inscription concernant Stéphane H.

a) Décidez par une croix dans la case appropriée quelle est la cause la plus vraisemblable pour laquelle la faillite de Stéphane H. a été ouverte et motivez votre décision.

☐ Un créancier qui a introduit une poursuite ordinaire par voie de faillite a requis la déclaration de faillite.

☒ Stéphane H. a déclaré son insolvabilité.

Justification : *Stéphane H. est certes inscrit au registre du commerce, mais pas en l'une des qualités selon l'art. 39, al. 1 LP. Il n'est ainsi pas soumis à la poursuite ordinaire.*

b) À la suite de l'appel aux créanciers de l'office des faillites, les créances suivantes ont notamment été présentées et reconnues. Mentionnez dans la colonne de droite les chiffres 1,2 ou 3 en fonction du rang (classe) attribué par l'office des faillites à chaque créance dans l'état de collocation, cela sur la base de l'art. 219 LP. Lorsqu'il manque un montant dans la colonne des montants, il vous faut l'indiquer.

	CHF	Rang (classe)
Créance de primes de l'assurance maladie Concordia		
- Pour l'assurance de base selon la LAMal	2 600	2
- Pour l'assurance hospitalisation complémentaire selon la LCA	3 500	3
Rente alimentaire de l'épouse divorcée pour les huit derniers mois. Cette rente alimentaire s'élève à CHF 1 000.– par mois.	6 000 2 000	1 3

Déduction de 0,5 point pour chaque montant erroné ou mauvaise classe de collocation

4. Droit pénal

- 4.1. **État de fait** : Victor Curdin est CEO de la banque Raffholz et dispose d'un droit de signature individuelle. En 2014, avec l'aide de son conseiller Felix Stecker, il achète au nom de la banque toutes les parts de la société Dadue SA, une société informatique. Les actions, qui ne sont pas négociées comme des papiers-valeurs, coûtent 7 millions de francs, sont enregistrées au nom de la banque et placées en dépôt auprès de la banque. Dadue SA ayant beaucoup de succès dans ses affaires, la valeur intrinsèque des actions augmente à 30 millions de francs jusqu'en 2018, ce dont Victor Curdin a connaissance. Le 2.2.2018, Victor Curdin vend, au nom de la banque Raffholz, toutes les actions de Dadue SA pour 9 millions de francs à Stecker. Le prix d'achat est versé à la banque Raffholz. Selon le règlement de la banque Raffholz, Victor Curdin était autorisé à acheter et vendre des participations dans le capital de la banque Raffholz sans le consentement préalable du conseil d'administration. La question de la gestion déloyale (art. 158 CP) se pose. Cf. l'extrait du code pénal en annexe.

Indiquez, en cochant, laquelle des affirmations suivantes est juste ou fausse.

- | | Juste | Faux |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| a) Dans le cadre de la vente des actions de Dadue, Victor Curdin a fait preuve de négligence, mais n'a pas commis de faute intentionnelle. | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) Au sens de l'art. 158 CP, Victor Curdin avait un mandat juridique de gestion des actions de Dadue SA. | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c) La gestion déloyale n'est punissable que si le mandant a subi un préjudice économique. | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d) Un CEO est libre de fixer le prix des actifs de son entreprise qu'il entend vendre et ne commet en aucun cas une violation de ses devoirs au sens de l'art. 158 CP s'il les vend bien en dessous de leur valeur. | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

2

**) Pour le point 2.3.b, la réponse suivante doit aussi être acceptée : l'épouse peut résilier à tout moment le contrat de prêt conclu par les époux (art. 168 CC) moyennant un préavis de 6 semaines, et demander le remboursement de la valeur totale du prêt (art. 318 CO).*



Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2011)

Étude de cas

Durée d'examen 2 heures

Nombre de points 100

Solution

Problème 1 : Immobilier (28 points)

Problème 1.1

Moniste en cas de vente d'un bien faisant partie de la fortune privée	<i>L'intégralité du bénéfice est soumise à l'impôt sur les gains immobiliers. Les deux systèmes ne se distinguent que pour la vente d'un bien faisant partie de la fortune commerciale.</i>
Moniste en cas de vente d'un bien faisant partie de la fortune commerciale	<i>Les amortissements récupérés sont soumis à l'impôt sur le bénéfice et le montant excédentaire à l'impôt sur les gains immobiliers.</i>
Dualiste en cas de vente d'un bien faisant partie de la fortune privée	<i>L'intégralité du bénéfice est soumise à l'impôt sur les gains immobiliers. Les deux systèmes ne se distinguent que pour la vente d'un bien faisant partie de la fortune commerciale.</i>
Dualiste en cas de vente d'un bien faisant partie de la fortune commerciale	<i>L'intégralité du bénéfice est soumise à l'impôt sur le bénéfice.</i>

Problème 1.2

Selon la variante de financement 1	Calcul et résultats
Capitaux propres	1 650 000
Capitaux étrangers	3 850 000
Intérêts hypothécaires	115 500
Gain immobilier	64 500
Rendement des capitaux propres	3,9%

Selon la variante de financement 2	Résultats/montants
Capitaux propres	825 000
Capitaux étrangers	4 675 000
Intérêts hypothécaires	144 925
Gain immobilier	35 075
Rendement des capitaux propres	4,3%

Recommandation et justification	<i>Le rendement visé ne peut être atteint qu'avec le financement de la banque cantonale, c'est pourquoi il convient de choisir la variante 2.</i>
---------------------------------	---

Modification de l'offre de financement	<i>Dans la variante 1, les capitaux propres requis devraient pouvoir être réduits.</i>
Terme technique	<i>Effet de levier</i>

Problème 1.3

a) Calcul pour l'immeuble dans le canton de Zurich (moniste) :

Position	Montant de référence	Taux d'imposition avant impôts	Montant des impôts
Amortissements récupérés	700 000	20%	140 000
Plus-value	900 000	30%	270 000
Total impôts cantonaux et communaux		-	410 000
Impôt fédéral direct	1 600 000	9,3%	148 800
Total des impôts		-	558 800

b) Calcul pour l'immeuble dans le canton des Grisons (dualiste) :

Position	Montant de référence	Taux d'imposition avant impôts	Montant des impôts
Amortissements récupérés	800 000	20%	160 000
Plus-value	900 000	20%	180 000
Total impôts cantonaux et communaux		-	340 000
Impôt fédéral direct	1 700 000	9,3%	158 100
Total des impôts		-	498 100

Problème 1.4

a)

Réponse	<i>Il s'agit de prestations exclues du champ de l'impôt</i>
Article, alinéa et chiffre de la LTVA	<i>Art. 21, al. 2, ch. 21</i>

b)

Réponse	<i>Oui, une option est possible pour les deux immeubles. Toutefois, cela s'applique uniquement aux unités qui ne sont pas exclusivement utilisées à des fins d'habitation.</i>
Article de la LTVA	<i>Art. 22</i>

Problème 2 : Réconciliation RPC-CO et évaluation d'entreprise (27 points)

Problème 2.1

Bilans au 31.12.2022 et exercice précédent selon les Swiss GAAP RPC et le CO en KCHF

ACTIFS	2022 selon les RPC	2022 selon le CO	2021 selon les RPC	2021 selon le CO
Liquidités	8 000	8 000	7 000	7 000
Créances résultant de V+P	3 500	3 240	3 000	2 800
Autres créances à court terme	3 000	3 000	3 500	3 500
Stocks de matières	4 500	3 000	6 000	4 000
Actifs de régularisation	2 000	2 000	1 500	1 500
Total de l'actif circulant	21 000	19 240	21 000	18 800
Immobilisations financières	1 500	0	0	0
Immobilisations corporelles	15 000	15 000	16 000	16 000
Immobilisations incorporelles	3 500	3 500	2 500	2 500
Total de l'actif immobilisé	20 000	18 500	18 500	18 500
Total actifs	41 000	37 740	39 500	37 300

PASSIFS	2022 selon les RPC	2022 selon le CO	2021 selon les RPC	2021 selon le CO
Engagements résultant d'A+P	3 000	3 000	2 000	2 000
Engagements financiers à court terme	1 300	1 300	1 500	1 500
Autres engagements à court terme/PR	6 700	6 700	7 000	7 000
Provisions à court terme	0	500	500	500
Impôts différés passifs	1 053	-	616	-
Total des capitaux étrangers à court terme	12 053	11 500	11 616	11 000
Engagements financiers à long terme	12 500	12 500	12 500	12 500
Autres engagements à long terme	500	500	0	0
Total des capitaux étrangers à long terme	13 000	13 000	12 500	12 500
Total des capitaux étrangers	25 053	24 500	24 116	23 500
Capital-actions	3 000	3 000	3 000	3 000
Réserves issues du capital	500	0	500	0
Réserves issues du bénéfice	12 447	10 240	11 884	10 800
Total des capitaux propres	15 947	13 240	15 384	13 800
Total passifs	41 000	37 740	39 500	37 300

Comptes de résultats 2022 et exercice précédent selon les Swiss GAAP RPC et le CO en KCHF

	2022 selon les RPC	2022 selon le CO	2021 selon les RPC	2021 selon le CO
Revenus de la production	61 500	61 500	56 200	56 200
Produit service et entretien	15 000	15 000	14 000	14 000
Déductions sur ventes	-1 500	-1 560	-1 200	-1 250
Produit d'exploitation	75 000	74 940	69 000	68 950
Charges de matières	-18 000	-17 500	-17 000	-17 500
Charges de personnel	-29 000	-30 500	-28 000	-28 000
Autres charges d'exploitation	-11 500	-12 000	-11 000	-11 000
Total des charges d'exploitation	-58 500	-60 000	-56 000	-56 500
EBITDA	16 500	14 940	13 000	12 450
Amortissements immobilisations corporelles	-3 500	-3 500	-3 500	-3 500
Amortissements immobilisations incorporelles	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000
EBIT	12 000	10 440	8 500	7 950
Résultat financier	-700	-700	-700	-700
Résultat avant impôts	11 300	9 740	7 800	7 250
Impôts sur les bénéfices	-3 164	-2 727	-2 184	-2 030
Bénéfice de l'exercice	8 136	7 013	5 616	5 220

Régularisation des impôts latents

Différences d'évaluation	<i>Actifs 3260 + capitaux étrangers 500 = total 3760</i>
Régularisation des impôts latents	<i>$3760 \times 28\% = 1052.80 \rightarrow$ arrondi à 1053</i>

Problème 2.2

Valeur substantielle	<i>Capitaux propres bouclément RPC 15 947</i>
Valeur de rendement	<i>$(2 \times 8\,136) + 5\,616 = 21\,888 : 3 = 7\,296 : 12\% = 60\,800$</i>
Valeur de l'entreprise	<i>$(2 \times 60\,800) + 15\,947 = 137\,547 : 3 = 45\,849$</i>

Prix plancher	<i>Pour la valeur substantielle de 15 947</i>
Justification	<i>La valeur substantielle est déterminée à un jour donné et représente donc en général le montant minimum devant être payé.</i>

Problème 3 : Taxe sur la valeur ajoutée (14 points)

Problème 3.1

Affirmations	Juste	Fausse
Lors de l'achat d'un véhicule à moteur d'occasion (en tant que véhicule d'entreprise), Robotique SA peut procéder à une déduction de l'impôt préalable, et ce indépendamment du fait que la facture soit établie par un garage automobile avec TVA ou par un particulier sans TVA.	x	
Pour un billet d'avion de Zurich à Helsinki (part de Zurich jusqu'à la frontière : CHF 180 / part du coût du trajet de la frontière jusqu'à Helsinki : CHF 170), la TVA suisse au prorata doit être incluse.		x
Avec un client basé en France, Robotique SA organise un buffet avec une entreprise de restauration suisse proche de la frontière afin de célébrer la fin d'un gros mandat. La facture du buffet ne comprend pas la TVA suisse.	x	
Aucune TVA suisse n'est due sur le chiffre d'affaires généré par des travaux de service sur de gros robots chez un client basé en Suède.	x	
Avec son chiffre d'affaires de CHF 75 000 000 (état en 2022), Robotique SA peut passer tous les trois ans de la méthode effective à celle des taux de dette fiscale nette.		x
Pour l'achat de prestations de services à l'étranger (les prestations sont utilisées à des fins imposables), le fait que l'entreprise opte pour la méthode de décompte effective ou pour la méthode des taux de dette fiscale nette peut jouer un rôle financier décisif.	x	
Robotique SA soutient (prestation non planifiée et non commandée à l'origine par le client) un client aux Pays-Bas lors de la mise en service et de la configuration d'un robot livré. La facture doit être établie avec la taxe sur la valeur ajoutée suisse.		x
La propriétaire des locaux commerciaux de Robotique SA aimerait opter pour ces locaux à l'avenir. Elle en a le droit dans la mesure où elle indique clairement l'impôt ou le déclare dans le décompte.	x	

Problème 3.2

Réponse	<p><i>Les commissions pour l'apport de clients sont considérées comme fournies au lieu du destinataire de la prestation (art. 8, al. 1 LTVA), donc à Rothenburg (LU).</i></p> <p><i>Ainsi, les commissions de Robotique SA sont soumises à l'impôt sur les acquisitions au taux normal de 7,7% (art. 45, al. 1, let. a). L'impôt sur les acquisitions payé peut être déduit en tant qu'impôt préalable (art. 28, al. 1, let. b).</i></p>
---------	--

Problème 3.3

Comment le produit de la consultation d'Atomatic SA, dont le siège est à Coire (GR), doit-il être décompté à la TVA ?	<i>Ce produit de la consultation est imposable au taux normal.</i>
Comment le produit de la consultation de Future SA, dont le siège est en Belgique, doit-il être décompté à la TVA ?	<i>Ce produit de la consultation n'est pas soumis à la TVA.</i>
Justifiez vos deux réponses ci-dessus en indiquant l'article et l'alinéa de la LTVA.	<i>Art. 8, al. 1, il s'agit de prestations selon le principe du lieu du destinataire. C'est donc le lieu de résidence qui est déterminant.</i>

Problème 4 : Assurances sociales (12,5 points)

Problème 4.1

Affirmations	Juste	Fausse
Il peut s'agir d'éventuelles délimitations du bonus, qui ne seront versées que lors de l'exercice suivant.	X	
Il peut s'agir de salaires de collaborateurs de moins de 18 ans.	X	
Il peut s'agir d'éventuelles délimitations des vacances.	X	
Il peut s'agir d'éventuelles délimitations du temps de travail supplémentaire/des heures supplémentaires.	X	
Il peut s'agir de frais effectifs comptabilisés.		X
Il peut s'agir de salaires de collaborateurs ayant atteint l'âge de la retraite AVS.	X	
Il peut s'agir de collaborateurs imposés à la source.		X

Problème 4.2

a)

Après le départ à la retraite, il n'est plus possible d'effectuer un versement exonéré d'impôts.	<input type="checkbox"/>
CHF 7 056	<input type="checkbox"/>
CHF <u>6 000</u>	X

b)

AVS (assurance vieillesse et survivants)	X
AC (assurance-chômage)	<input type="checkbox"/>
Assurance-accidents	X
Assurance indemnité journalière en cas de maladie	X
2 ^e pilier	<input type="checkbox"/>

Problème 4.3

Explication splitting AVS	<i>Dans le cadre de l'AVS, le terme de splitting indique le partage par moitié des bonifications de cotisations pendant la durée du mariage pour le calcul des rentes.</i>
Explication splitting CP	<i>Dans le cadre de la LPP, chaque conjoint se voit transférer la moitié des cotisations d'épargne versées pendant les années de mariage par l'autre conjoint. Les avoirs détenus auprès de la caisse de pension avant le mariage ne sont pas partagés.</i>

Problème 5 : Impôts directs (11 points)

Problème 5.1

Terme technique	<i>Prêt fictif</i>
Toutes les conséquences fiscales	<ul style="list-style-type: none"> - <i>La charge de correctif de valeur n'est pas acceptée fiscalement.</i> - <i>L'octroi du prêt est attribué de manière continue à l'actionnaire principal en tant que distribution de bénéfices.</i>

Problème 5.2

Calcul du bénéfice net imposable 2021 en KCHF	Bénéfice net déclaré 5 220 Correction <i>véhicule</i> 50 Correction <i>provision</i> 500 Bénéfice net imposable 5 770
Calcul des capitaux propres imposables 2021 en KCHF	Capitaux propres déclarés 13 800 Correction <i>provision</i> 500 Correction _____ Capitaux propres imposables 14 300
Correction de la régularisation sur la base de la charge fiscale effective avec un taux d'imposition de 25% sur le bénéfice <u>après</u> impôts.	Paiement provisoire des impôts pour 2021 900 Régularisation des impôts passifs pour 2021 144 Charge fiscale effective 2021 1 154 Correction de la régularisation 110

Problème 6 : Organisation de la comptabilité (7,5 points)

Problème 6.1

Oui, la loi impose à Robotique SA la mise en place d'un SCI.	<input checked="" type="checkbox"/>
Non, la loi n'impose pas à Robotique SA la mise en place d'un SCI.	<input type="checkbox"/>

Explication	<i>Deux des trois critères de taille ont été dépassés. C'est pourquoi un contrôle ordinaire doit être effectué avec vérification de l'existence d'un SCI.</i>
Article de loi	<i>Art. 727, al. 1, ch. 1 CO</i>

Problème 6.2

1 ^{ère} adaptation	<i>Faire délivrer le deuxième visa par une autre personne dans l'e-banking. Respecter impérativement le principe de double contrôle.</i>
2 ^e adaptation	<i>La comptabilisation dans la comptabilité générale devrait être effectuée par une autre personne (séparation de l'exécution et du contrôle).</i>